



# Assemblée générale

Soixante et unième session

**10<sup>e</sup>** séance plénière

Mardi 19 septembre 2006, à 11 heures  
New York

*Documents officiels*

*Présidente* : M<sup>me</sup> Al Khalifa ..... (Bahreïn)

*La séance est ouverte à 11 h 20.*

## Point 102 de l'ordre du jour

### Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/61/1)

**La Présidente** (*parle en arabe*) : Conformément à la décision prise à sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 13 septembre 2006, l'Assemblée générale va entendre le Secrétaire général présenter son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation au titre du point 102 de l'ordre du jour. Je donne la parole au Secrétaire général.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : La première fois que je me suis adressé à vous depuis cette tribune, en 1997, mon sentiment était que l'humanité se trouvait face à trois grands défis. Le premier consistait à faire en sorte que la mondialisation profite à tous, et non pas seulement aux plus favorisés. Le deuxième consistait à sortir du désordre qui s'était installé après la fin de la guerre froide pour accéder à un ordre vraiment nouveau, un monde où règnent la paix et la liberté, tel que le concevaient les auteurs de notre Charte. Le troisième consistait à protéger les droits et la dignité des personnes, si généralement foulés au pied, en particulier ceux des femmes.

En tant que deuxième Secrétaire général africain, je me sentais directement concerné par ces trois défis, celui du développement, celui de la sécurité, et celui des droits de l'homme et de l'état de droit. L'Afrique

risquait fort d'être exclue du cercle des bénéficiaires de la mondialisation, voire reléguée en marge de l'économie mondiale et abandonnée à son sort. L'Afrique était le théâtre de certains des conflits les plus longs et les plus violents. Beaucoup d'Africains se voyaient injustement condamnés à être exploités et opprimés de génération en génération, le pouvoir colonial ayant fait place à un ordre économique inéquitable à l'échelle mondiale, et dans certains cas à des dirigeants corrompus et des chefs de guerre sur le plan local.

Au cours des 10 années qui se sont écoulées depuis, beaucoup ont cherché les moyens de relever ces défis. Leurs efforts ont porté des fruits, mais les événements nous ont aussi placés face à de nouveaux problèmes, ou plutôt ont donné à ceux que nous connaissions une forme différente ou une nouvelle acuité.

Dans le domaine économique, la mondialisation et la croissance ont continué sur leur lancée. Certains pays en développement, surtout des pays d'Asie, ont été des moteurs de cette croissance. Des millions de personnes ont ainsi été libérées du joug de la pauvreté perpétuelle. Parallèlement, sur le plan des politiques de développement, le monde a progressé, la rivalité des modèles cédant la place à l'acceptation d'objectifs communs. La question n'est plus de savoir quel modèle adopter, mais quels objectifs se fixer. Le VIH/sida est à présent reconnu comme un immense obstacle au développement, et la lutte a commencé. Je suis fier du

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



rôle que l'ONU a joué. Le développement, de même que les objectifs du Millénaire pour le développement, est désormais à l'avant-plan dans toutes nos activités.

Il ne faut pourtant pas se faire d'illusions. Le miracle asiatique ne s'est pas encore reproduit dans d'autres parties du monde. Même dans les pays d'Asie les plus dynamiques, les bénéfices sont loin d'être également répartis. Et il est peu probable que les objectifs du Millénaire pour le développement soient atteints partout d'ici à 2015. Certes, bien des pays en développement comprennent désormais beaucoup mieux ce qu'est la bonne gouvernance, et pourquoi il faut s'en préoccuper. Mais en pratique, beaucoup sont encore très loin du compte. Certes, des progrès ont été accomplis en matière d'allègement de la dette, et des promesses assez encourageantes ont été faites en ce qui concerne l'aide et l'investissement. Mais le « partenariat mondial pour le développement », surtout dans le domaine du commerce, qui est crucial, n'existe en fait encore que sur le papier.

Chers amis, la mondialisation n'est pas un vent qui gonfle toutes les voiles. Elle pousse certains mais menace d'en renverser d'autres. Et même parmi ceux qui ont le vent en poupe d'après les statistiques, beaucoup se sentent en position très précaire et sont pleins de ressentiment face à ceux qui, plus favorisés, semblent ne se poser aucune question. La mondialisation, qui en théorie nous rapproche, risque donc en pratique de nous éloigner de plus en plus les uns des autres.

Sommes-nous plus en sécurité sur le deuxième plan, c'est-à-dire plus à l'abri de la guerre et de ses ravages? Ici encore, certaines statistiques pourraient nous persuader que oui. Il y a moins de conflits entre États, et de nombreuses guerres civiles ont pris fin. Ici encore, je suis fier du rôle qu'a joué l'ONU. Et je suis fier des Africains, qui ont mis fin à beaucoup des conflits qui déchiraient notre continent. Mais ici encore, il faut se garder des illusions. Dans bien trop de régions du monde – en particulier dans le monde en développement – la population subit encore les effets de violents conflits, dans lesquels les armes légères révèlent toute leur puissance meurtrière. Qui plus est, la population du monde entier est menacée par la prolifération des armes de destruction massive, même si certains en sont plus conscients que d'autres. Il est scandaleux qu'il n'y ait pas un mot, dans le Document final du Sommet de l'an dernier, sur la non-prolifération et le désarmement, pour la simple raison

que les États n'ont pas été capables de décider ensemble auquel des deux donner la priorité. Il est plus que temps de mettre fin à cette querelle et d'agir d'urgence sur les deux fronts à la fois.

En outre, tout comme certains de ceux qui profitent de la mondialisation se sentent malgré tout menacés, beaucoup de ceux qui sont relativement à l'abri des conflits ne se sentent pas pour autant en sécurité. Ça, c'est aux terroristes que nous le devons. Le terrorisme fait relativement peu de victimes par rapport à d'autres formes de violence. Mais il généralise un sentiment d'insécurité et de crainte. Sentiment qui amène beaucoup à ne plus côtoyer que ceux qui partagent leurs convictions ou leur mode de vie, et à exclure de leur cercle tous ceux qu'ils perçoivent comme « étrangers ». C'est ainsi qu'alors que les migrations internationales font cohabiter des millions de personnes de différentes religions et de différentes cultures, les malentendus et les stéréotypes qui nourrissent l'idée d'un choc des civilisations gagnent du terrain, et certains, apparemment enclins à fomentier une nouvelle guerre des religions, cette fois à l'échelle mondiale, se saisissent de tout manque d'égards volontaire ou involontaire pour les croyances ou la symbolique sacrée des autres.

Ce climat de crainte et de suspicion est constamment enflammé à nouveau par la violence au Moyen-Orient. On pourrait être tenté de penser que le conflit arabo-israélien n'est qu'un conflit régional parmi tant d'autres. Il n'en est rien. Aucun autre conflit n'est porteur d'une telle charge symbolique et émotionnelle pour tant de gens éloignés du champ de bataille. Tant que les Palestiniens vivront sous occupation, frustrés et humiliés au quotidien, tant que les Israéliens risqueront leur vie dès qu'ils sortent de chez eux, les passions continueront à s'enflammer un peu partout.

D'un côté, les partisans d'Israël estiment que ce pays est trop durement jugé, selon des normes qui ne sont pas appliquées à ses ennemis; et trop souvent c'est vrai, en particulier dans certains organes de l'ONU. De l'autre côté, on s'indigne qu'Israël fasse un usage aussi disproportionné de la force à l'encontre des Palestiniens et continue d'occuper et de confisquer des terres arabes.

Tant que le Conseil de sécurité ne sera pas capable de régler ce conflit et de mettre fin à une occupation qui dure maintenant depuis près de 40 ans,

en amenant les deux parties à accepter et à appliquer ses résolutions, le respect dont bénéficie l'ONU continuera de s'amenuiser. Notre impartialité continuera d'être mise en doute, nos efforts pour régler d'autres conflits continueront de se heurter à des résistances, y compris en Iraq et en Afghanistan, pays dont les peuples ont tout aussi terriblement besoin de notre aide, qui leur est due, et notre personnel dévoué et courageux, au lieu d'être protégé par le drapeau bleu, continuera d'être exposé à la colère et à la violence nées de politiques qu'il ne maîtrise ni ne soutient.

Qu'en est-il du troisième grand problème de l'humanité, celui de l'état de droit, et des droits et de la dignité des êtres humains? Ici encore, il y a eu des progrès considérables. Davantage de droits sont à présent inscrits dans des traités internationaux, et cette Assemblée s'apprête à codifier ceux d'un groupe de personnes qui en ont particulièrement besoin : les personnes handicapées ou moins valides. Davantage de gouvernements sont à présent élus par ceux qu'ils gouvernent et doivent leur rendre compte. Certains auteurs de crimes considérés comme les plus atroces que l'humanité ait jamais connus ont été traduits en justice. Et, l'an dernier, réunie au plus haut niveau, cette Assemblée a solennellement proclamé l'existence – pour les États en premier lieu, mais aussi, en dernier recours, pour l'ensemble de la communauté internationale représentée par l'ONU – d'une responsabilité de protéger les populations menacées de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité.

Et pourtant... et pourtant... Chaque jour, nous apprenons que des lois ont été transgressées, que des crimes monstrueux ont été commis à l'encontre d'individus et de groupes minoritaires. Même la lutte nécessaire et légitime menée partout dans le monde contre le terrorisme sert de prétexte pour amputer ou abroger les droits de l'homme, ce qui ne fait que renforcer le crédit moral des terroristes et les aider à recruter. Et malheureusement, une fois de plus, le plus dur se passe en Afrique, au Darfour, où le spectacle des hommes, femmes et enfants obligés de fuir parce que les meurtres, les viols et la destruction de leur village par le feu se poursuivent, vide de son sens l'engagement qu'a pris la communauté internationale de protéger les populations contre les pires exactions.

Bref, les événements des 10 dernières années n'ont pas réglé, mais aggravé, les trois grands

problèmes que j'ai mentionnés : l'injustice de l'ordre économique mondial, le désordre mondial et le mépris généralisé pour les droits de l'homme et la loi. Par conséquent, les divisions sont telles aujourd'hui qu'elles mettent en péril jusqu'à la notion de communauté internationale, sur laquelle repose l'Organisation des Nations Unies. Et pourtant, plus que jamais, nous sommes tous dans le même bateau. Bien des difficultés qui se posent à nous sont donc de portée mondiale. Elles appellent une action mondiale à laquelle tous les peuples doivent participer.

C'est à dessein que je parle de « peuples », comme le préambule de la Charte, et non d'« États ». Il était clair pour moi il y a 10 ans, et il est plus clair encore aujourd'hui, que les relations internationales ne sont pas que l'affaire des États. Les relations internationales sont des relations entre peuples, dans lesquelles ceux que nous appelons les « acteurs non étatiques » jouent un rôle déterminant et parfois extrêmement utile. Tous ces acteurs ont un rôle à jouer dans un ordre mondial véritablement multilatéral centré sur une Organisation des Nations Unies renouvelée et redynamisée.

Oui, je demeure convaincu que la réduction de la fracture passe nécessairement par des Nations véritablement Unies. Changements climatiques, VIH/sida, équité des échanges commerciaux, migrations, droits de l'homme : on en revient toujours là. Il est indispensable pour chacun de nous, pour notre village, notre quartier, notre pays, que l'on s'attaque à chacun de ces problèmes. Et pourtant, chacun d'eux a pris des proportions planétaires et on ne peut rien y faire si on n'agit pas à l'échelle de la planète, en menant une action concertée et coordonnée par cette institution, la plus universelle qui soit.

Ce qui compte, c'est que les forts, ainsi que les faibles, acceptent d'être liés par les règles communes, de se traiter les uns les autres avec respect. Ce qui compte, c'est que tous les peuples reconnaissent qu'il importe d'écouter, de faire des compromis, de prendre en considération l'avis d'autrui. Ce qui compte, c'est que tous aillent les uns vers les autres, non pour s'affronter mais pour s'atteler ensemble à la tâche : celle de bâtir ensemble un avenir commun. Or, cela ne sera possible que si les peuples sont unis par quelque chose de plus fort qu'un marché mondial, ou même un ensemble de règles mondiales.

Il faut que chacun de nous partage la souffrance de tous ceux qui souffrent, et la joie de tous ceux qui espèrent, où que ce soit dans le monde. Chacun de nous doit gagner la confiance de ses frères et sœurs humains, indépendamment de leur race, de leur couleur ou de leur religion, et apprendre à se fier à eux. C'est en cela que croyaient les fondateurs de l'ONU. C'est en cela que je crois. Et c'est en cela que l'immense majorité des gens de ce monde veulent croire. Et c'est ce qui a inspiré les réformes et les idées nouvelles de l'Organisation ces 10 dernières années, années mouvementées s'il en fut. Du maintien à la consolidation de la paix, des droits de l'homme au développement en passant par les secours humanitaires, j'ai eu la chance de diriger le Secrétariat – ainsi que son personnel, des hommes et des femmes extraordinaires et dévoués – pendant une période où vos ambitions pour l'Organisation ont parfois paru sans bornes, contrairement aux moyens que vous mettiez à sa disposition.

Ces dernières semaines, surtout, en parcourant le Moyen-Orient, j'ai à nouveau senti la légitimité de l'ONU et la portée de son action. Le rôle indispensable qu'elle a joué dans le rétablissement de la paix au Liban nous a rappelé à tous quel pouvoir pouvait être le sien, quand tout le monde souhaite son succès.

C'est la dernière fois que j'ai l'honneur de présenter mon rapport annuel à cette Assemblée : permettez-moi, pour conclure, de vous remercier de m'avoir permis d'occuper le poste de Secrétaire général pendant cette décennie remarquable. Ensemble nous avons hissé d'énormes rocs en haut de la montagne, même si quelques-uns nous ont échappé et sont retombés. Avec ses vents vivifiants et sa vue panoramique sur le monde, cette montagne est le meilleur endroit qui soit. Oui, ce fut une période difficile et pleine d'embûches, mais aussi une période faite de moments palpitants et enrichissants. Lorsque je m'imagine, dans la prochaine étape de ma vie, déchargé du poids qui pesait sur mes épaules, je sais que la montagne va me manquer. Oui, je regretterai ce qui est, au bout du compte, le poste le plus exaltant du monde. Au moment de céder la place à d'autres, je garde, obstinément, espoir dans notre avenir commun.

### **Déclaration de la Présidente**

**La Présidente** (*parle en arabe*) : Aujourd'hui, l'Assemblée générale entame son débat général annuel. Au cours des deux prochaines semaines, les dirigeants

mondiaux vont aborder les questions et défis les plus pressants pour leurs nations et peuples respectifs. Nous faisons face à un changement mondial sans précédent quant à la vitesse, la portée et l'échelle. Nous sommes tous de plus en plus exposés à des inégalités sociales et économiques marquées qui prennent de nouvelles dimensions. Nous vivons dans un monde frappé par la violence et les conflits armés, la faim et la maladie; un monde menacé par le terrorisme international, le crime organisé et la prolifération de tous les types d'armes; un monde plus proche, du fait de la mondialisation, et pourtant divisé par les rivalités ethniques et un fossé technologique croissant qu'élargit encore la méfiance; un monde où l'exercice de tous les droits de l'homme reste de l'ordre du rêve pour des millions de personnes. Nous, États Membres, avons l'obligation morale de trouver des solutions pratiques à nos préoccupations mutuelles.

Je vous souhaite à tous la bienvenue à cette Assemblée générale historique, à vous tous les chefs d'État qui êtes venus participer à la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Votre participation à cette session est l'expression de votre engagement dévoué à l'Organisation des Nations Unies et aux principes du multilatéralisme. L'an dernier, lors du Sommet mondial de 2005, vous êtes parvenus à un consensus sur un large éventail de mesures ambitieuses visant à améliorer la réponse collective de la communauté internationale aux défis du monde d'aujourd'hui.

Je profite de cette occasion pour féliciter mon prédécesseur, S. E. M. Jan Eliasson. Sous sa présidence, cette Assemblée a su tenir nombre des engagements que vous avez pris en 2005. Je veux aussi rendre un hommage spécial au Secrétaire général pour sa clairvoyance, sa direction et son dévouement aux principes et aux valeurs des Nations Unies.

Aujourd'hui, le défi qu'il nous faut relever consiste à faire en sorte que nos décisions fassent une différence plus durable dans la vie de millions de personnes à travers le monde. En particulier, nos efforts doivent porter sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Face à une pauvreté accrue, notamment dans les pays en développement, nous devons tous nous unir pour garantir la mise en œuvre effective de notre agenda du développement mondial, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans son récent rapport sur l'activité de

l'Organisation, le Secrétaire général a fait la remarque suivante :

« Si l'histoire retient 2005 comme l'année des promesses, elle jugera 2006 sur ce qui aura été entrepris pour les tenir » (A/61/1, para. 27).

Dès lors, nous devons veiller à ce que le développement reste le but central du cadre général des Nations Unies, en faisant des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable les éléments clés de ce cadre. C'est là notre responsabilité commune, sur laquelle repose la crédibilité de l'ONU. Comme vous le savez, l'Assemblée a accepté d'organiser son débat général autour du thème « Mise en place d'un partenariat mondial pour le développement ». Nous devons examiner les stratégies et mesures pratiques qui peuvent nous permettre de réaliser des progrès significatifs sur la base des efforts nationaux et internationaux antérieurs. Cela sera essentiel pour avancer comme nous le voulons tous lors de cette soixante et unième session et au-delà.

Il y a quelques jours à peine, nous avons organisé le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement et la Réunion de haut niveau sur l'examen global approfondi à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010. Ces deux réunions ont révélé le potentiel de la mondialisation et les possibilités qu'elle offre pour améliorer la vie de millions de personnes.

Pour faire de notre monde un endroit plus sûr, l'ONU doit jouer un rôle plus actif dans le règlement des nombreux conflits armés qui ont lieu au sein des États et entre eux. Il nous faut progresser davantage dans le domaine de la prévention des conflits. Il est impératif que nous menions un débat de haut niveau qui puisse produire des résultats exploitables sur cette question. Dans le même esprit, nous devons nous pencher sur le caractère spécifique des causes potentielles de tension dans le monde, notamment dans le domaine du désarmement et de la prolifération des armes de destruction massive. L'adoption par l'ONU de la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme a constitué un pas en avant historique. Nous devons maintenant travailler à sa mise en œuvre effective et, entre-temps, redoubler d'efforts pour parvenir à un consensus autour de la Convention générale sur le

terrorisme internationale, qui est si nécessaire et que l'on attend depuis si longtemps.

En ce qui concerne la réforme institutionnelle, nous devons nous acquitter du reste des engagements pris dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1), tels que le renforcement du Conseil économique et social, la réforme du Conseil de sécurité, le renforcement de l'Organisation et la rationalisation de sa gestion. J'attends également avec intérêt l'examen des recommandations du Secrétaire général, ainsi que les importantes contributions que les États Membres apporteront au débat sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement. Dans ce processus, les voix de la société civile et du secteur privée, si elles sont bien canalisées, pourront constituer un atout précieux pour nos travaux.

Il n'existe pas de monde parfait et l'Organisation des Nations Unies est le reflet de notre monde. Si nous restons attachés au multilatéralisme, les valeurs et principes consacrés dans la Charte viendront conforter notre détermination à surmonter les défis et les menaces qui nous attendent afin de parvenir à un monde plus sûr et plus prospère pour tous.

## **Point 8 de l'ordre du jour**

### **Débat général**

**La Présidente** (*parle en arabe*) : Je rappelle aux membres que la liste des orateurs a été établie en tenant compte du fait que le temps de parole sera limité à 15 minutes par déclaration. Je voudrais demander aux orateurs de prononcer leur déclaration à un rythme normal dans cette limite de temps, pour que les services d'interprétation puissent être convenablement assurés.

J'attire également l'attention de l'Assemblée générale sur la décision prise par l'Assemblée aux sessions précédentes, à savoir qu'il est vivement déconseillé d'adresser des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après le prononcé d'une déclaration. À cet égard, j'invite les orateurs inscrits dans le cadre du débat général, une fois qu'ils ont prononcé leur déclaration, à quitter la salle de l'Assemblée en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante et unième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Allocution de M. Luiz Inácio Lula da Silva,  
Président de la République fédérative du Brésil**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

*M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République fédérative du Brésil, S. E. M. Luiz Inácio Lula da Silva. Je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président da Silva** (Brésil) (*parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation*) : Lorsque j'ai pris pour la première fois la parole devant l'Assemblée depuis cette tribune, en 2003, j'ai insisté sur la nécessité d'entreprendre une action urgente et opiniâtre pour lutter contre le fléau de la faim et de la pauvreté dans le monde. C'est ce que nous faisons au Brésil. Nous avons allié la stabilité économique à des politiques d'inclusion sociale; le niveau de vie des Brésiliens s'est amélioré; l'emploi et les revenus ont augmenté; le pouvoir d'achat du salaire minimum s'est accru. Nos ressources sont limitées mais malgré cela nous avons obtenu des résultats surprenants.

L'allocation familiale, qui est au cœur de notre programme de lutte contre la faim, assure un revenu de base à plus de 11 millions de familles brésiliennes. Les personnes bien nourries sont en mesure de relever leur dignité, d'améliorer leur santé et leurs capacités d'apprentissage. Consacrer des ressources à des programmes sociaux n'est pas une dépense; c'est un investissement.

Si, au Brésil, nous avons réussi à faire tant avec si peu, imaginez ce qui aurait pu être obtenu à l'échelle mondiale si la lutte contre la faim et la pauvreté avait été une véritable priorité de la communauté internationale. Là où règne la faim, il n'y a pas d'espoir, il n'y a que la désolation et la douleur. La

faim alimente la violence et le fanatisme. Un monde où les gens ont faim ne pourra jamais être un monde sûr.

L'ampleur de la tâche ne nous fait pas peur, surtout si nous ne sommes pas seuls. Nous savons tous ici que quelque 840 millions d'êtres humains, soit près d'une personne sur sept sur la planète, n'a pas assez à manger.

Cinquante milliards de dollars supplémentaires par an sont nécessaires pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement dans les délais prévus. La communauté internationale a les moyens de le faire. Pour voir les choses de manière positive, il suffit de penser, par exemple, aux centaines de milliards de dollars investis pour faire progresser la pleine intégration des pays de l'Europe orientale à l'Union européenne. D'un autre côté, pensez ensuite au coût qu'entraînent les guerres et autres conflits. Tout le monde sait ici que la deuxième guerre du Golfe a sans doute coûté des centaines de milliards de dollars à ce jour. Avec beaucoup moins, nous pourrions changer la triste réalité d'une importante fraction de la population mondiale. Nous pourrions alléger la détresse de ces personnes et les arracher à la misère. Nous pourrions sauver des millions de vies.

Aussi forts soient-ils aujourd'hui, les pays riches ne doivent se faire aucune illusion : personne n'est à l'abri dans ce monde d'injustice. La guerre n'amènera jamais la sécurité; elle ne génère que l'horreur, l'amertume, l'intolérance et le fondamentalisme et elle cause des ravages liés à l'hégémonisme. Les pauvres doivent avoir une raison de vivre et non des raisons de tuer ou de mourir. La grandeur de l'humanité ne réside pas dans son ardeur à combattre, mais dans son humanisme et il ne saurait y avoir de véritable humanisme sans le respect d'autrui.

Il y a certes des personnes qui sont différentes de nous, mais elles n'en sont pas moins dignes, pas moins précieuses, pas moins dotées du droit au bonheur, car nous sommes tous issus du même créateur.

La sécurité ne peut prévaloir que dans un monde où chacun a droit au développement socioéconomique. Le véritable chemin vers la paix est celui du développement partagé. Si nous ne voulons pas mondialiser la guerre, il faut mondialiser la justice.

C'est pour cela que je dis à l'Assemblée, avec la conviction sereine d'un homme qui a consacré sa vie à lutter pacifiquement pour les droits des travailleurs : la

recherche d'un nouvel ordre mondial plus démocratique et plus juste n'est pas seulement dans l'intérêt des pays pauvres ou des nations toutes nouvelles; elle est aussi dans l'intérêt des pays riches – peut-être même plus – si tant est qu'ils aient les yeux pour voir et les oreilles pour entendre, si tant est qu'ils ne fassent pas l'erreur d'ignorer la terrible clameur des exclus.

Nous avons noté des progrès au cours des dernières années. Au Sommet des dirigeants mondiaux en 2004, nous avons lancé l'Action contre la faim et la pauvreté. Ensemble, nous avons obtenu une forte mobilisation internationale autour du sujet. Notre effort collectif a commencé à porter ses fruits. Nous sommes en train de mettre en place des mécanismes novateurs tels que la contribution solidaire sur les billets d'avion internationaux.

La faim et la maladie vont de pair. En conséquence, nous nous sommes engagés avec d'autres gouvernements à mettre en place la Facilité internationale d'achat de médicaments pour lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Cette initiative devra fournir de nouvelles sources de financement et faciliter l'accès à des médicaments moins onéreux. Nous ne pouvons pas nous dérober à nos obligations à cet égard.

C'est pour cela que je salue les dirigeants éclairés qui se sont engagés dans cette guerre : la guerre contre la dégradation de l'être humain et contre le désespoir. C'est la seule guerre où la victoire finale signifiera le triomphe de toute l'humanité.

La lutte contre la faim et la pauvreté passe par l'instauration d'un ordre mondial qui place le développement économique et social au premier rang. Il n'y aura pas de solutions permanentes à la misère tant que les pays les plus pauvres ne progresseront pas par leurs propres efforts.

Une fois libre et juste, le commerce international constituera un outil remarquable pour créer de la richesse, distribuer des revenus et créer des emplois. Il est essentiel de nous affranchir des attaches du protectionnisme. Les subventions des pays riches, surtout dans le domaine agricole, sont de lourdes chaînes qui limitent le progrès et condamnent les pays pauvres au retard. Je dois répéter une fois de plus que tandis que les aides qui faussent les échanges dans les pays développés atteignent la somme indécente d'un milliard de dollars par jour, 900 millions de personnes

survivent avec moins d'un dollar dans les pays pauvres et en développement. Cette situation est politiquement et moralement intenable.

La négligence résultant d'une lâche acceptation est la seule chose qui soit pire que l'inaction découlant de l'ignorance. La vieille géographie du commerce international doit être profondément remaniée. De concert avec ses partenaires du G-20, le Brésil s'est attelé à cette tâche. La création du G-20 a modifié la dynamique des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : il y a peu de temps, les pays en développement ne jouaient que des rôles marginaux dans les négociations les plus importantes.

Éliminer les barrières qui bloquent le développement des pays pauvres est un devoir éthique pour la communauté internationale. C'est aussi la meilleure manière de garantir la prospérité et la sécurité de tous.

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce du système de l'OMC, le mot « développement » figure dans le titre d'un cycle de négociations commerciales. Toutefois, le Programme de Doha pour le développement, qui va décider de l'avenir du système commercial mondial, est actuellement en crise.

Si elles sont couronnées de succès, les négociations de l'OMC aideront à arracher beaucoup de personnes à la pauvreté extrême. Les agriculteurs, qui ne peuvent pas lutter contre des subventions s'élevant à plusieurs milliards de dollars, auront finalement la possibilité de prospérer. Les pays pauvres d'Afrique seront enfin en mesure d'exporter leurs produits. Si le cycle échoue, les conséquences se feront sentir bien au-delà du domaine commercial. La crédibilité même du système de l'OMC sera menacée, ce qui aura des répercussions négatives dans les domaines politique et social. Des fléaux tels que la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et le terrorisme trouveront un terrain fertile pour proliférer.

J'ai demandé aux dirigeants mondiaux d'assumer leurs responsabilités. L'importance accordée à cette question lors du dernier sommet du Groupe des Huit n'a pas encore donné de résultats concrets. Notre génération a la possibilité unique de montrer au monde que les intérêts égoïstes ne l'emporteront pas sur le bien commun. L'histoire ne nous pardonnera pas si nous laissons passer cette occasion. L'équité du

commerce, fondée sur un consensus solide et sur une OMC transparente consciente des besoins des pays en développement, constitue l'un des piliers de l'ordre mondial que nous défendons.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, l'autre pilier est constitué par l'ONU. Le Brésil est un ferme défenseur des organisations internationales en tant que forums de coopération et de dialogue. Il n'existe pas de moyen plus efficace de rapprocher les États, de maintenir la paix, de protéger les droits de l'homme, de promouvoir le développement durable et de trouver des solutions négociées aux problèmes communs.

Des conflits tels que celui du Moyen-Orient continuent de mettre à l'épreuve l'autorité de l'ONU. La crise récente, au Liban, a entraîné une dangereuse érosion de la crédibilité de l'Organisation. L'efficacité de l'ONU a été gravement mise en question. Incapable d'agir lorsque c'est nécessaire, le Conseil de sécurité est accusé d'être léthargique.

L'opinion publique mondiale fait preuve d'impatience face à ces difficultés incompréhensibles. La mort de civils innocents – y compris des femmes et des enfants – nous choque tous. Au Brésil, des millions d'Arabes et de Juifs vivent ensemble dans l'harmonie. L'intérêt du Brésil à l'égard du Moyen-Orient découle donc d'une réalité sociale objective et profonde dans notre propre pays.

À l'exception des pays directement impliqués, les questions ayant trait au Moyen-Orient ont toujours été abordées exclusivement par les grandes puissances. Elles n'ont, jusqu'à présent, trouvé aucune solution. Nous pouvons donc nous demander si le moment n'est pas venu de convoquer une conférence à large assise sous la direction de l'ONU avec la participation des pays de la région et d'autres qui pourraient apporter une contribution sur la base de leurs expériences fructueuses de cohabitation pacifique en dépit des différences.

Le Brésil croit au dialogue. Pour cela, nous avons tenu un sommet Amérique du Sud-Pays arabes en 2005. Nous avons aussi de bonnes relations avec Israël, né en tant qu'État alors qu'un Brésilien, Osvaldo Aranha, était Président de l'Assemblée générale. Les conflits entre les nations ne se règlent pas uniquement avec de l'argent et des armes; les idées, les valeurs et les sentiments ont aussi leur place, surtout lorsqu'ils se fondent sur des expériences vécues.

Plus que jamais, l'ONU a besoin de renforcer son autorité. Nous avons déjà réalisé des progrès importants grâce au processus de réforme administrative et à la création tant du Conseil des droits de l'homme que de la Commission de consolidation de la paix. Mais cette tâche demeurera incomplète – irréparablement – si l'on ne remanie pas le Conseil de sécurité, organe chargé des questions ayant trait à la paix.

De concert avec les autres pays du Groupe des Quatre sur la réforme du Conseil de sécurité, le Brésil pense que tout élargissement du Conseil devrait envisager d'inclure les pays en développement en tant que membres permanents. Cela rendrait le Conseil plus démocratique, légitime et représentatif. La grande majorité des États Membres partagent cette vue et reconnaissent l'urgence de cette question.

Nous ne pouvons pas nous occuper de nouveaux problèmes en utilisant des structures dépassées. Tôt ou tard, nous devons ouvrir la voie à la démocratisation des organes de décision internationaux. Comme le Secrétaire général l'a dit, nous parcourons le monde en prêchant la démocratie aux autres; nous devons désormais appliquer la démocratie à nous-mêmes et montrer qu'il existe une véritable représentation au sein des organes politiques de l'ONU.

L'Amérique du Sud est une priorité pour la politique étrangère du Brésil. Notre région est notre demeure. Nous sommes en train d'étendre le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de renforcer la Communauté sud-américaine de nations (CSN). L'avenir du Brésil est lié à celui de ses voisins. Une Amérique du Sud forte et unie contribuera à l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous nous sentons aussi liés au continent africain par des attaches historiques et culturelles. En tant que pays comptant la deuxième plus importante population noire du monde, nous sommes déterminés à partager les défis et la destinée de l'Afrique. Mais les problèmes régionaux ne sont qu'une partie des problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

La lutte contre la faim et la pauvreté, la panne du Cycle de Doha et l'impasse au Moyen-Orient sont des questions interdépendantes. Pour assurer une gestion appropriée de ces questions, les solutions négociées au niveau multilatéral doivent inspirer la confiance.



Cette confiance est aujourd'hui ébranlée. C'est extrêmement grave. L'ordre mondial qu'il nous appartient de construire doit se baser sur la justice et le respect du droit international. C'est le seul moyen d'aboutir à la paix, au développement et à une coexistence véritablement démocratique au sein de la communauté des nations.

Les ressources ne manquent pas. Ce qui manque, c'est la volonté politique de les utiliser lorsqu'elles peuvent changer la donne. Elles peuvent ensuite transformer le désespoir en joie et en raison de vivre.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

*M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Bush** (*parle en anglais*) : Je me réjouis d'avoir le privilège de prendre la parole devant l'Assemblée générale.

La semaine dernière, l'Amérique et le monde ont commémoré le cinquième anniversaire des attentats qui ont semé la mort et la douleur un autre matin de septembre. En cette journée effroyable, des extrémistes ont tué près de 3 000 innocents, dont des ressortissants de dizaines de pays représentés ici même dans cette enceinte. Depuis lors, les ennemis de l'humanité ont poursuivi leur campagne d'assassinats. Al-Qaida et ceux qui s'inspirent de son idéologie extrémiste ont attaqué plus d'une vingtaine de pays. Récemment, un

groupe différent d'extrémistes a provoqué délibérément un conflit effroyable au Liban. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, il est clair que le monde est engagé dans une vaste lutte idéologique entre les extrémistes, qui se servent de la terreur comme d'une arme pour créer la peur, et les modérés, qui œuvrent pour la paix.

Il y a cinq ans, je me trouvais à cette tribune et j'exhortais la communauté des nations à défendre la civilisation et à créer un avenir plus prometteur. C'est toujours le grand enjeu de notre époque. C'est la vocation de notre génération. Ce matin, je tiens à parler du monde plus prometteur qui est à notre portée, un monde sans terrorisme où hommes et femmes sont libres de prendre leur destin en main, où les voix de la modération sont dominantes et où les extrémistes sont marginalisés par la majorité pacifique. Ce monde peut être le nôtre, si nous le voulons et si nous œuvrons de concert.

On peut trouver les principes de ce monde sans terrorisme dans la toute première phrase de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce document déclare que la reconnaissance des « droits égaux et inaliénables [de tous les membres de la famille humaine] constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ». L'un des auteurs de ce document était un diplomate libanais du nom de Charles Malik, qui est devenu par la suite Président de l'Assemblée générale. M. Malik a insisté pour que ces principes s'appliquent de la même manière à tous les peuples de toutes les religions dans toutes les régions, y compris les hommes et les femmes du monde arabe dont il était issu.

Depuis l'adoption de ce document il y a près de 60 ans, nous avons observé les forces de la liberté et de la modération transformer des continents entiers. Soixante ans après une guerre effroyable, l'Europe est maintenant unie, libre et en paix, l'Asie a vu la liberté progresser et des centaines de millions de personnes sont sorties d'une pauvreté désespérante. Les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont aussi exacts aujourd'hui qu'ils l'étaient lorsqu'ils ont été rédigés. Alors que la liberté se répand, les nations deviennent plus tolérantes, plus optimistes et plus pacifiques. Et nous constatons que cet avenir meilleur commence à prendre racine dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Certains des changements survenus au Moyen-Orient ont été spectaculaires, et nous pouvons en voir

les résultats dans cette enceinte. Il y a cinq ans, l'Afghanistan était gouverné par le régime brutal des Taliban et son siège au sein de la présente Assemblée était contesté. Maintenant, ce siège est occupé par le Gouvernement afghan issu d'élections libres et représenté aujourd'hui par le Président Karzai. Il y a cinq ans, le siège de l'Iraq au sein de la présente Assemblée était occupé par un dictateur qui tuait ses concitoyens, envahissait des pays voisins et montrait son mépris pour le monde en défiant plus d'une dizaine de résolutions du Conseil de sécurité. Maintenant, le siège de l'Iraq est occupé par un Gouvernement démocratique, qui incarne les aspirations du peuple iraquien et qui est représenté aujourd'hui par le Président Talabani. Grâce à ces changements, plus de 50 millions de personnes peuvent s'exprimer au sein de la présente Assemblée, pour la première fois depuis des dizaines d'années.

Certains des changements constatés au Moyen-Orient se produisent progressivement, mais ils sont bien réels. L'Algérie a tenu sa première élection présidentielle pluraliste, et les militaires sont restés neutres. Les Émirats arabes unis ont récemment annoncé que la moitié des sièges de leur Conseil fédéral national serait attribuée à l'issue d'élections. Le Koweït a organisé des élections lors desquelles les femmes avaient le droit d'élire et d'être élues pour la première fois. En Arabie saoudite, les citoyens ont voté à des élections municipales; en Jordanie et à Bahreïn, à des élections parlementaires; au Yémen et en Égypte, à d'élections présidentielles multipartites. Il s'agit là d'étapes importantes, et les gouvernements devraient continuer à instaurer d'autres réformes qui montreront qu'ils ont confiance en leur peuple. Tous les pays qui s'engagent sur la voie de la liberté le font à une vitesse différente, et les démocraties qu'ils bâtissent refléteront leurs propres culture et traditions. Mais la destination est la même: une société libre, dans laquelle les gens vivent en paix les uns avec les autres et avec le monde.

Certains ont émis l'argument selon lequel les changements démocratiques que nous voyons au Moyen-Orient déstabilisent la région. Cet argument repose sur une hypothèse erronée: que le Moyen-Orient était stable au départ. La réalité est que la stabilité que nous pensions voir au Moyen-Orient n'était qu'un mirage. Pendant des décennies, des millions d'hommes et de femmes de la région ont été pris au piège de l'oppression et du désespoir. Ces

conditions ont laissé une génération dans un état de profonde désillusion et la région est devenue un terrain fertile pour l'extrémisme.

Mettez-vous à la place d'une jeune personne vivant dans un pays qui ne progresse pas vers les réformes. Vous avez 21 ans et, tandis que vos semblables dans d'autres régions du monde votent pour la première fois, vous êtes impuissant à changer les orientations définies par votre gouvernement. Tandis que vos semblables dans d'autres régions du monde reçoivent une éducation qui les prépare aux débouchés offerts par une économie mondiale, vous avez été nourris de propagande et de théories du complot qui font porter sur d'autres la responsabilité pour les lacunes de votre pays. Et, où que vous vous tourniez, vous entendez des extrémistes qui vous disent que vous pouvez échapper à votre détresse et recouvrer votre dignité par la violence, la terreur et le martyre. Pour nombre d'habitants dans l'ensemble du Moyen-Orient, voilà le lamentable choix qui se présente quotidiennement.

Toutes les nations civilisées, y compris celles du monde musulman, doivent appuyer ceux qui, dans la région, offrent un choix porteur de plus d'espoir. Nous savons que lorsque les gens ont voix au chapitre par rapport à leur avenir il y a moins de chances qu'ils se fassent exploser dans des attentats suicide. Nous savons que lorsque les dirigeants doivent rendre des comptes à leur peuple ils sont plus enclins à rechercher la grandeur nationale dans les réalisations de leurs concitoyens que dans la terreur et la conquête. Nous devons donc nous montrer solidaires des dirigeants démocratiques et des réformateurs modérés aux quatre coins du Moyen-Orient. Nous devons faire entendre les espoirs des hommes et femmes honnêtes qui veulent pour leurs enfants ce que nous voulons pour les nôtres. Nous devons rechercher la stabilité à travers un Moyen-Orient libre et juste, où les extrémistes sont marginalisés par des millions de citoyens qui tiennent leur destin en main.

Aujourd'hui, j'aimerais m'adresser directement aux peuples de tout le Moyen-Orient. Mon pays désire la paix. Les extrémistes en votre sein répandent une propagande affirmant que l'Occident est engagé dans une guerre contre l'Islam. Cette propagande est fautive et son but est de semer la confusion parmi vous et de justifier les actes de terrorisme. Nous respectons l'Islam, mais nous protégerons notre peuple contre ceux qui pervertissent l'Islam pour semer la mort et la

destruction. Notre objectif est de vous aider à bâtir une société plus tolérante et plus prometteuse qui honore les personnes de toutes confessions et encourage la paix.

Je dis au peuple iraquien : en décembre dernier près de 12 millions d'entre vous ont bravé les voitures piégées et les assassins pour voter lors d'élections libres. Le monde vous a vus brandir des doigts teints d'encre violette, et votre courage nous a remplis d'admiration. Vous êtes restés inébranlables face à d'horribles actes de terrorisme et de violence sectaire, et nous ne vous abandonnerons pas dans votre lutte pour construire une nation libre. L'Amérique et nos partenaires de la coalition resteront aux côtés du Gouvernement démocratique que vous avez élu. Nous continuerons à vous aider à obtenir l'aide internationale et les investissements dont vous avez besoin pour créer des emplois et des débouchés, en travaillant avec l'Organisation des Nations Unies et par l'intermédiaire du Pacte international pour l'Iraq qui a été entériné ici même à New York hier. Nous continuerons à former ceux d'entre vous qui se sont portés volontaires pour combattre les ennemis de la liberté. Nous n'abandonnerons pas l'avenir de votre pays aux terroristes ni aux extrémistes. En contrepartie, vos dirigeants doivent se montrer à la hauteur des défis auxquels votre pays doit faire face et faire des choix difficiles afin de lui apporter la sécurité et la prospérité. En travaillant ensemble, nous aiderons votre démocratie à réussir de façon à ce qu'elle devienne un symbole d'espoir pour des millions de personnes dans le monde musulman.

Je dis au peuple afghan : ensemble, nous avons renversé le régime des Talibans qui a rendu votre vie misérable et hébergé des terroristes qui ont tué des citoyens de nombreux pays. Depuis lors, nous vous avons vus choisir vos dirigeants dans le cadre d'élections libres et instaurer un Gouvernement démocratique. Vous pouvez être fiers de ces réalisations. Nous respectons votre courage ainsi que votre détermination de vivre dans la paix et la liberté. Nous resterons à vos côtés pour défendre vos acquis démocratiques.

Aujourd'hui, les forces de plus de 40 pays, dont des membres de l'alliance de l'OTAN, luttent courageusement avec vous contre les extrémistes qui veulent renverser le Gouvernement libre que vous avez mis en place. Nous vous aiderons à vaincre ces ennemis et à édifier un Afghanistan libre qui plus

jamais ne vous opprimerait ni ne servirait de sanctuaire pour des terroristes.

Je dis au peuple libanais : l'an dernier, vous avez été une source d'inspiration pour le monde entier lorsque vous êtes descendus dans la rue pour exiger votre indépendance de la domination syrienne. Vous avez fait partir les forces syriennes de votre pays et rétabli la démocratie. Depuis lors, vous avez été mis à l'épreuve par les combats qui ont commencé par les attaques non provoquées du Hezbollah contre Israël. Vous êtes nombreux à avoir vu vos foyers et vos communautés pris dans le feu croisé. Nous voyons votre souffrance, et le monde vous aide à reconstruire votre pays et à faire face aux extrémistes armés qui sapent votre démocratie en agissant comme un État dans l'État.

L'ONU a adopté une résolution pertinente qui a autorisé une force internationale, menée par la France et l'Italie, pour vous aider à rétablir la souveraineté du Liban sur le territoire libanais. Pendant de longues années, le Liban a été un modèle de démocratie, de pluralisme et d'ouverture dans la région, et il le redeviendra.

Je dis au peuple iranien : les États-Unis vous respectent. Nous respectons votre pays. Nous admirons votre riche histoire, votre culture dynamique et vos nombreuses contributions à la civilisation. Vous méritez d'avoir la chance de décider de votre propre avenir, d'avoir une économie qui récompense votre intelligence et vos talents et une société qui vous permette de réaliser votre immense potentiel. Le plus grand obstacle entre vous et cet avenir, c'est que vos dirigeants ont décidé de vous dénier votre liberté et d'utiliser les ressources de votre nation pour financer le terrorisme, nourrir l'extrémisme et tenter de se doter d'armes nucléaires.

L'ONU a adopté une résolution claire qui exige clairement que le régime de Téhéran s'acquitte de ses obligations internationales. L'Iran doit renoncer à ses ambitions en matière d'armes nucléaires. Quoi qu'en dise le régime, nous n'avons aucune objection à ce que l'Iran mène un programme d'énergie nucléaire véritablement pacifique. Nous œuvrons pour trouver une solution diplomatique à cette crise et, ce faisant, nous attendons le jour où vous pourrez vivre libres, et où l'Amérique et l'Iran pourront être de bons amis et des partenaires proches au service de la cause de la paix.

Je dis au peuple syrien : votre terre est le foyer d'un grand peuple animé d'une fière tradition d'érudition et de commerce. Aujourd'hui, vos dirigeants ont permis à votre pays de devenir un carrefour du terrorisme. En votre sein, le Hamas et le Hezbollah œuvrent à déstabiliser la région, et votre gouvernement est en train de transformer votre pays en un outil de l'Iran. Cela ne fait qu'accroître l'isolement de votre pays du reste du monde. Votre gouvernement doit choisir une meilleure voie, en mettant fin à son soutien au terrorisme, en vivant en paix avec vos voisins et en ouvrant le chemin à une vie meilleure pour vous et pour vos familles.

Je dis au peuple du Darfour : vous avez subi des violences indicibles, et mon pays a appelé ces atrocités par leur vrai nom : un génocide. Depuis deux ans, les États-Unis se joignent à la communauté internationale pour vous fournir une aide alimentaire d'urgence et un appui à une force de maintien de la paix de l'Union africaine. Néanmoins, vos souffrances perdurent. Le monde doit se mobiliser pour fournir des secours humanitaires supplémentaires, et nous devons renforcer la force de l'Union africaine, qui a fait du bon travail mais n'est pas assez forte pour vous protéger. Le Conseil de sécurité a adopté une résolution visant à transformer la force de l'Union africaine en une force de casques bleus plus importante et plus robuste. Afin d'en accroître la puissance et l'efficacité, les nations de l'OTAN doivent fournir des appuis logistique et autres. Le régime de Khartoum empêche le déploiement de cette force. Si le Gouvernement soudanais n'approuve pas rapidement cette force de maintien de la paix, l'ONU devra agir. Vos vies et la crédibilité de l'ONU sont en jeu.

Nous ne pouvons pas nous occuper de nouveaux problèmes en utilisant des structures dépassées. Tôt ou tard, nous devons ouvrir la voie à la démocratisation des organes de décision internationaux. Comme le Secrétaire général l'a dit, nous parcourons le monde en prêchant la démocratie aux autres; nous devons désormais appliquer la démocratie à nous-mêmes et montrer qu'il existe une véritable représentation au sein des organes politiques de l'ONU.

L'Amérique du Sud est une priorité pour la politique étrangère du Brésil. Notre région est notre demeure. Nous sommes en train d'étendre le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de renforcer la Communauté sud-américaine de nations (CSN). L'avenir du Brésil est lié à celui de ses voisins. Une

Amérique du Sud forte et unie contribuera à l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous nous sentons aussi liés au continent africain par des attaches historiques et culturelles. En tant que pays comptant la deuxième plus importante population noire du monde, nous sommes déterminés à partager les défis et la destinée de l'Afrique. Mais les problèmes régionaux ne sont qu'une partie des problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

La lutte contre la faim et la pauvreté, la panne du Cycle de Doha et l'impasse au Moyen-Orient sont des questions interdépendantes. Pour assurer une gestion appropriée de ces questions, les solutions négociées au niveau multilatéral doivent inspirer la confiance.

Cette confiance est aujourd'hui ébranlée. C'est extrêmement grave. L'ordre mondial qu'il nous appartient de construire doit se baser sur la justice et le respect du droit international. C'est le seul moyen d'aboutir à la paix, au développement et à une coexistence véritablement démocratique au sein de la communauté des nations.

Les ressources ne manquent pas. Ce qui manque, c'est la volonté politique de les utiliser lorsqu'elles peuvent changer la donne. Elles peuvent ensuite transformer le désespoir en joie et en raison de vivre.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

*M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. George W. Bush, Président des États-Unis

d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Bush** (*parle en anglais*) : Je me réjouis d'avoir le privilège de prendre la parole devant l'Assemblée générale.

La semaine dernière, l'Amérique et le monde ont commémoré le cinquième anniversaire des attentats qui ont semé la mort et la douleur un autre matin de septembre. En cette journée effroyable, des extrémistes ont tué près de 3 000 innocents, dont des ressortissants de dizaines de pays représentés ici même dans cette enceinte. Depuis lors, les ennemis de l'humanité ont poursuivi leur campagne d'assassinats. Al-Qaïda et ceux qui s'inspirent de son idéologie extrémiste ont attaqué plus d'une vingtaine de pays. Récemment, un groupe différent d'extrémistes a provoqué délibérément un conflit effroyable au Liban. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, il est clair que le monde est engagé dans une vaste lutte idéologique entre les extrémistes, qui se servent de la terreur comme d'une arme pour créer la peur, et les modérés, qui œuvrent pour la paix.

Il y a cinq ans, je me trouvais à cette tribune et j'exhortais la communauté des nations à défendre la civilisation et à créer un avenir plus prometteur. C'est toujours le grand enjeu de notre époque. C'est la vocation de notre génération. Ce matin, je tiens à parler du monde plus prometteur qui est à notre portée, un monde sans terrorisme où hommes et femmes sont libres de prendre leur destin en main, où les voix de la modération sont dominantes et où les extrémistes sont marginalisés par la majorité pacifique. Ce monde peut être le nôtre, si nous le voulons et si nous œuvrons de concert.

On peut trouver les principes de ce monde sans terrorisme dans la toute première phrase de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce document déclare que la reconnaissance des « droits égaux et inaliénables [de tous les membres de la famille humaine] constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ». L'un des auteurs de ce document était un diplomate libanais du nom de Charles Malik, qui est devenu par la suite Président de l'Assemblée générale. M. Malik a insisté pour que ces principes s'appliquent de la même manière à tous les peuples de toutes les religions dans toutes les régions, y compris les hommes et les femmes du monde arabe dont il était issu.

Depuis l'adoption de ce document il y a près de 60 ans, nous avons observé les forces de la liberté et de la modération transformer des continents entiers. Soixante ans après une guerre effroyable, l'Europe est maintenant unie, libre et en paix, l'Asie a vu la liberté progresser et des centaines de millions de personnes sont sorties d'une pauvreté désespérante. Les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont aussi exacts aujourd'hui qu'ils l'étaient lorsqu'ils ont été rédigés. Alors que la liberté se répand, les nations deviennent plus tolérantes, plus optimistes et plus pacifiques. Et nous constatons que cet avenir meilleur commence à prendre racine dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Certains des changements survenus au Moyen-Orient ont été spectaculaires, et nous pouvons en voir les résultats dans cette enceinte. Il y a cinq ans, l'Afghanistan était gouverné par le régime brutal des Taliban et son siège au sein de la présente Assemblée était contesté. Maintenant, ce siège est occupé par le Gouvernement afghan issu d'élections libres et représenté aujourd'hui par le Président Karzai. Il y a cinq ans, le siège de l'Iraq au sein de la présente Assemblée était occupé par un dictateur qui tuait ses concitoyens, envahissait des pays voisins et montrait son mépris pour le monde en défiant plus d'une dizaine de résolutions du Conseil de sécurité. Maintenant, le siège de l'Iraq est occupé par un Gouvernement démocratique, qui incarne les aspirations du peuple iraquien et qui est représenté aujourd'hui par le Président Talabani. Grâce à ces changements, plus de 50 millions de personnes peuvent s'exprimer au sein de la présente Assemblée, pour la première fois depuis des dizaines d'années.

Certains des changements constatés au Moyen-Orient se produisent progressivement, mais ils sont bien réels. L'Algérie a tenu sa première élection présidentielle pluraliste, et les militaires sont restés neutres. Les Émirats arabes unis ont récemment annoncé que la moitié des sièges de leur Conseil fédéral national serait attribuée à l'issue d'élections. Le Koweït a organisé des élections lors desquelles les femmes avaient le droit d'élire et d'être élues pour la première fois. En Arabie saoudite, les citoyens ont voté à des élections municipales; en Jordanie et à Bahreïn, à des élections parlementaires; au Yémen et en Égypte, à des élections présidentielles multipartites. Il s'agit là d'étapes importantes, et les gouvernements devraient continuer à instaurer d'autres réformes qui montreront

qu'ils ont confiance en leur peuple. Tous les pays qui s'engagent sur la voie de la liberté le font à une vitesse différente, et les démocraties qu'ils bâtissent refléteront leurs propres culture et traditions. Mais la destination est la même : une société libre, dans laquelle les gens vivent en paix les uns avec les autres et avec le monde.

Certains ont émis l'argument selon lequel les changements démocratiques que nous voyons au Moyen-Orient déstabilisent la région. Cet argument repose sur une hypothèse erronée : que le Moyen-Orient était stable au départ. La réalité est que la stabilité que nous pensions voir au Moyen-Orient n'était qu'un mirage. Pendant des décennies, des millions d'hommes et de femmes de la région ont été pris au piège de l'oppression et du désespoir. Ces conditions ont laissé une génération dans un état de profonde désillusion et la région est devenue un terrain fertile pour l'extrémisme.

Mettez-vous à la place d'une jeune personne vivant dans un pays qui ne progresse pas vers les réformes. Vous avez 21 ans et, tandis que vos semblables dans d'autres régions du monde votent pour la première fois, vous êtes impuissant à changer les orientations définies par votre gouvernement. Tandis que vos semblables dans d'autres régions du monde reçoivent une éducation qui les prépare aux débouchés offerts par une économie mondiale, vous avez été nourris de propagande et de théories du complot qui font porter sur d'autres la responsabilité pour les lacunes de votre pays. Et, où que vous vous tourniez, vous entendez des extrémistes qui vous disent que vous pouvez échapper à votre détresse et recouvrer votre dignité par la violence, la terreur et le martyre. Pour nombre d'habitants dans l'ensemble du Moyen-Orient, voilà le lamentable choix qui se présente quotidiennement.

Toutes les nations civilisées, y compris celles du monde musulman, doivent appuyer ceux qui, dans la région, offrent un choix porteur de plus d'espoir. Nous savons que lorsque les gens ont voix au chapitre par rapport à leur avenir il y a moins de chances qu'ils se fassent exploser dans des attentats suicide. Nous savons que lorsque les dirigeants doivent rendre des comptes à leur peuple ils sont plus enclins à rechercher la grandeur nationale dans les réalisations de leurs concitoyens que dans la terreur et la conquête. Nous devons donc nous montrer solidaires des dirigeants démocratiques et des réformateurs modérés aux quatre

coins du Moyen-Orient. Nous devons faire entendre les espoirs des hommes et femmes honnêtes qui veulent pour leurs enfants ce que nous voulons pour les nôtres. Nous devons rechercher la stabilité à travers un Moyen-Orient libre et juste, où les extrémistes sont marginalisés par des millions de citoyens qui tiennent leur destin en main.

Aujourd'hui, j'aimerais m'adresser directement aux peuples de tout le Moyen-Orient. Mon pays désire la paix. Les extrémistes en votre sein répandent une propagande affirmant que l'Occident est engagé dans une guerre contre l'Islam. Cette propagande est fautive et son but est de semer la confusion parmi vous et de justifier les actes de terrorisme. Nous respectons l'Islam, mais nous protégerons notre peuple contre ceux qui pervertissent l'Islam pour semer la mort et la destruction. Notre objectif est de vous aider à bâtir une société plus tolérante et plus prometteuse qui honore les personnes de toutes confessions et encourage la paix.

Je dis au peuple iraquien : en décembre dernier près de 12 millions d'entre vous ont bravé les voitures piégées et les assassins pour voter lors d'élections libres. Le monde vous a vus brandir des doigts teints d'encre violette, et votre courage nous a remplis d'admiration. Vous êtes restés inébranlables face à d'horribles actes de terrorisme et de violence sectaire, et nous ne vous abandonnerons pas dans votre lutte pour construire une nation libre. L'Amérique et nos partenaires de la coalition resteront aux côtés du Gouvernement démocratique que vous avez élu. Nous continuerons à vous aider à obtenir l'aide internationale et les investissements dont vous avez besoin pour créer des emplois et des débouchés, en travaillant avec l'Organisation des Nations Unies et par l'intermédiaire du Pacte international pour l'Iraq qui a été entériné ici même à New York hier. Nous continuerons à former ceux d'entre vous qui se sont portés volontaires pour combattre les ennemis de la liberté. Nous n'abandonnerons pas l'avenir de votre pays aux terroristes ni aux extrémistes. En contrepartie, vos dirigeants doivent se montrer à la hauteur des défis auxquels votre pays doit faire face et faire des choix difficiles afin de lui apporter la sécurité et la prospérité. En travaillant ensemble, nous aiderons votre démocratie à réussir de façon à ce qu'elle devienne un symbole d'espoir pour des millions de personnes dans le monde musulman.

Je dis au peuple afghan : ensemble, nous avons renversé le régime des Taliban qui a rendu votre vie

misérable et hébergé des terroristes qui ont tué des citoyens de nombreux pays. Depuis lors, nous vous avons vus choisir vos dirigeants dans le cadre d'élections libres et instaurer un Gouvernement démocratique. Vous pouvez être fiers de ces réalisations. Nous respectons votre courage ainsi que votre détermination de vivre dans la paix et la liberté. Nous resterons à vos côtés pour défendre vos acquis démocratiques.

Aujourd'hui, les forces de plus de 40 pays, dont des membres de l'alliance de l'OTAN, luttent courageusement avec vous contre les extrémistes qui veulent renverser le Gouvernement libre que vous avez mis en place. Nous vous aiderons à vaincre ces ennemis et à édifier un Afghanistan libre qui plus jamais ne vous opprimerà ni ne servira de sanctuaire pour des terroristes.

Je dis au peuple libanais : l'an dernier, vous avez été une source d'inspiration pour le monde entier lorsque vous êtes descendus dans la rue pour exiger votre indépendance de la domination syrienne. Vous avez fait partir les forces syriennes de votre pays et rétabli la démocratie. Depuis lors, vous avez été mis à l'épreuve par les combats qui ont commencé par les attaques non provoquées du Hezbollah contre Israël. Vous êtes nombreux à avoir vu vos foyers et vos communautés pris dans le feu croisé. Nous voyons votre souffrance, et le monde vous aide à reconstruire votre pays et à faire face aux extrémistes armés qui sapent votre démocratie en agissant comme un État dans l'État.

L'ONU a adopté une résolution pertinente qui a autorisé une force internationale, menée par la France et l'Italie, pour vous aider à rétablir la souveraineté du Liban sur le territoire libanais. Pendant de longues années, le Liban a été un modèle de démocratie, de pluralisme et d'ouverture dans la région, et il le redeviendra.

Je dis au peuple iranien : les États-Unis vous respectent. Nous respectons votre pays. Nous admirons votre riche histoire, votre culture dynamique et vos nombreuses contributions à la civilisation. Vous méritez d'avoir la chance de décider de votre propre avenir, d'avoir une économie qui récompense votre intelligence et vos talents et une société qui vous permette de réaliser votre immense potentiel. Le plus grand obstacle entre vous et cet avenir, c'est que vos dirigeants ont décidé de vous dénier votre liberté et

d'utiliser les ressources de votre nation pour financer le terrorisme, nourrir l'extrémisme et tenter de se doter d'armes nucléaires.

L'ONU a adopté une résolution claire qui exige clairement que le régime de Téhéran s'acquitte de ses obligations internationales. L'Iran doit renoncer à ses ambitions en matière d'armes nucléaires. Quoi qu'en dise le régime, nous n'avons aucune objection à ce que l'Iran mène un programme d'énergie nucléaire véritablement pacifique. Nous œuvrons pour trouver une solution diplomatique à cette crise et, ce faisant, nous attendons le jour où vous pourrez vivre libres, et où l'Amérique et l'Iran pourront être de bons amis et des partenaires proches au service de la cause de la paix.

Je dis au peuple syrien : votre terre est le foyer d'un grand peuple animé d'une fière tradition d'érudition et de commerce. Aujourd'hui, vos dirigeants ont permis à votre pays de devenir un carrefour du terrorisme. En votre sein, le Hamas et le Hezbollah œuvrent à déstabiliser la région, et votre gouvernement est en train de transformer votre pays en un outil de l'Iran. Cela ne fait qu'accroître l'isolement de votre pays du reste du monde. Votre gouvernement doit choisir une meilleure voie, en mettant fin à son soutien au terrorisme, en vivant en paix avec vos voisins et en ouvrant le chemin à une vie meilleure pour vous et pour vos familles.

Je dis au peuple du Darfour : vous avez subi des violences indicibles, et mon pays a appelé ces atrocités par leur vrai nom : un génocide. Depuis deux ans, les États-Unis se joignent à la communauté internationale pour vous fournir une aide alimentaire d'urgence et un appui à une force de maintien de la paix de l'Union africaine. Néanmoins, vos souffrances perdurent. Le monde doit se mobiliser pour fournir des secours humanitaires supplémentaires, et nous devons renforcer la force de l'Union africaine, qui a fait du bon travail mais n'est pas assez forte pour vous protéger. Le Conseil de sécurité a adopté une résolution visant à transformer la force de l'Union africaine en une force de casques bleus plus importante et plus robuste. Afin d'en accroître la puissance et l'efficacité, les nations de l'OTAN doivent fournir des appuis logistique et autres. Le régime de Khartoum empêche le déploiement de cette force. Si le Gouvernement soudanais n'approuve pas rapidement cette force de maintien de la paix, l'ONU devra agir. Vos vies et la crédibilité de l'ONU sont en jeu. C'est pourquoi j'annonce aujourd'hui la nomination d'Andrew Natsios, ancien administrateur

de l'*Agency for International Development* (USAID), aux fonctions d'Envoyé spécial présidentiel. Il dirigera l'action des États-Unis pour régler les différends en suspens et concourra à l'instauration de la paix dans votre pays.

Il faut également que le monde défende la paix en Terre sainte. J'ai à cœur de voir deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivre côte à côte dans la paix et la sécurité. J'ai à cœur de voir un État palestinien jouissant de l'intégrité territoriale vivre en paix aux côtés de l'État juif d'Israël. Telle est la vision formulée dans la Feuille de route. Aider les parties à la concrétiser est l'un des grands objectifs de ma présidence. Depuis plusieurs décennies, le peuple palestinien subit la corruption, la violence et l'humiliation quotidienne de l'occupation. Depuis la naissance de leur nation, les citoyens israéliens endurent la barbarie du terrorisme et vivent dans la peur constante d'une attaque. Un grand nombre d'hommes et de femmes d'un grand courage ont pris l'engagement de la paix. Pourtant, les extrémistes de la région attisent les haines et s'évertuent à étouffer la voix des modérés.

Cette lutte se déroule sur les territoires palestiniens. Le peuple palestinien a, cette année, participé à une élection libre. Les dirigeants du Hamas ont bâti leur campagne autour de la lutte contre la corruption et de l'amélioration des conditions de vie du peuple palestinien, et ils l'ont emporté. À présent, le monde attend de voir si le Gouvernement du Hamas saura tenir ses promesses ou s'il poursuivra un agenda extrémiste. Le monde lui a dit très clairement : Servez les intérêts du peuple palestinien; renoncez à la terreur; reconnaissez le droit d'Israël à l'existence; respectez les accords antérieurs et œuvrez pour la paix.

Le Président Abbas souscrit à la paix et aux aspirations de son peuple à un État palestinien. Lui-même partisan de la paix, le Premier Ministre Olmert a déclaré son intention de rencontrer le Président Abbas afin de réaliser des progrès réels dans le règlement des questions qui continuent de les opposer. Je crois que la paix peut être instaurée et qu'un État palestinien démocratique est possible. Plusieurs dirigeants de la région se disent prêts à offrir leur concours. J'ai chargé la Secrétaire d'État Rice d'entreprendre des démarches diplomatiques afin d'encourager les dirigeants modérés de la région à assister les Palestiniens dans la réforme des services de sécurité et de soutenir les responsables

israéliens et palestiniens dans leurs efforts pour résoudre leurs différends.

Le Premier Ministre Tony Blair a indiqué que son pays œuvrerait conjointement avec ses partenaires européens au renforcement des institutions de l'administration palestinienne. Nous applaudissons à cette initiative. Des pays comme l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Égypte ont clairement fait savoir qu'ils étaient prêts à offrir l'assistance diplomatique et financière voulue pour que ces efforts soient couronnés de succès. Je suis convaincu qu'en prêtant notre appui aux forces de la démocratie et aux voix de la modération, nous pouvons aider les Israéliens et les Palestiniens à bâtir un avenir plein d'espérance et à installer en Terre sainte la paix que nous appelons tous de nos vœux.

Par nature, la liberté ne peut être imposée; elle découle nécessairement d'un choix. De Beyrouth à Bagdad, des peuples font actuellement le choix de la liberté. Les nations représentées dans cette salle ont elles aussi un choix à faire : soutenir les modérés et les réformateurs qui œuvrent pour le changement dans tout le Moyen-Orient ou laisser les terroristes et les extrémistes contrôler l'avenir. Pour l'Amérique, le choix est fait : nous serons aux côtés des modérés et des réformateurs.

Récemment, un groupe de courageux intellectuels arabes et musulmans m'ont adressé une lettre dans laquelle ils écrivaient : « La lumière ne brille que du côté de la réforme, même si le chemin à parcourir exige du courage, de la patience et de la persévérance. » L'ONU a précisément été créée pour rendre ce chemin possible. Ensemble, nous devons soutenir les rêves des hommes et femmes de bonne volonté et honnêtes qui travaillent à transformer une région troublée. Ce faisant, nous ferons progresser les nobles idéaux au nom desquels cette institution a été fondée.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*



**Allocution de M. Thabo Mbeki,  
Président de la République de l'Afrique du Sud**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Afrique du Sud.

*M. Thabo Mbeki, Président de la République d'Afrique du Sud, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Thabo Mbeki, Président de la République d'Afrique du Sud, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Mbeki** (*parle en anglais*) : Une nouvelle fois, nous sommes venus des quatre coins du monde pour représenter l'humanité tout entière au Siège de l'Organisation des peuples de la planète. Cette année, notre pèlerinage est teinté de tristesse car nous rendons également hommage à l'un des plus brillants serviteurs de l'ONU, un fils de l'Afrique, Kofi Annan, dont le mandat touche à sa fin.

Le Groupe des 77 et la Chine, ainsi que mon pays, l'Afrique du Sud, adressent leurs sincères remerciements au Secrétaire général pour tout ce qu'il a accompli avec dévouement et générosité au cours d'une des périodes les plus difficiles de l'histoire de l'Organisation. Face à la progression de la pauvreté et du sous-développement en cette époque pourtant marquée par une accumulation de richesses et un progrès technologique sans précédent, et alors que le fossé qui sépare les quartiers riches des quartiers pauvres à l'intérieur du village planétaire n'a jamais été aussi large, le Secrétaire général a su maintenir le cap sur les impératifs de notre temps.

Nous le remercions de n'avoir jamais perdu de vue le fait que la pauvreté et le sous-développement continuent de mettre en péril les progrès accomplis et que l'égalité entre les nations, grandes et petites, revêt une importance vitale pour la survie, la raison d'être et la crédibilité de cette organisation mondiale.

Cela ne fait que six ans que nous sommes entrés dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Les habitants de la région la plus pauvre du monde, c'est-à-dire l'Afrique, ont hardiment déclaré que ce serait un siècle africain. C'est un siècle que les milliards de citoyens du monde en

développement et les autres pauvres et marginalisés veulent transformer en un siècle pour toute l'humanité.

Si les vœux de la majorité du monde se transformaient en réalité, ce serait un siècle libéré des guerres, libéré des conflits internes, libéré de la faim, libéré des maladies évitables, libéré du besoin, libéré de la dégradation environnementale, et libéré de la cupidité et de la corruption. En fait, nous avons commencé le siècle avec de grands espoirs pour un monde meilleur, pacifique et plus humain.

Ensemble, nous avons élaboré des programmes approfondis et rédigé des déclarations ambitieuses pour vaincre le fléau de la pauvreté et du sous-développement. Ensemble, nous nous sommes engagés, avec ce qui semblait être une vigueur renouvelée, à transformer l'Organisation des Nations Unies pour refléter la réalité moderne qui est définie par des nations libres, souveraines et égales.

Cependant, six ans après le début du XXI<sup>e</sup> siècle, des observateurs impartiaux pourraient bien nous mettre au défi de réaliser nos objectifs nobles et élevés en appelant l'attention sur les actes des terroristes qui ont signalé l'entrée dans un nouveau siècle. Ils pourraient souligner l'unilatéralisme qui menace de réduire à néant les progrès réalisés en matière de démocratie au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle et attirer l'attention sur les conflits et les guerres qui reprennent et qui semblent rivaliser avec la fureur destructrice des conflits du siècle dernier.

Ils nous rappelleraient que pendant plus d'une décennie, certains des pays développés ont systématiquement refusé de mettre en œuvre les documents et les accords issus de cet organe mondial qui auraient aidé à alléger l'extrême pauvreté des pauvres. Ainsi, Madame la Présidente, quand vous nous exhortez à raison de mettre en œuvre un partenariat mondial pour le développement, nous, membres du Groupe des 77 et la Chine, qui représentons les pauvres du monde, comprenons que vous communiquez un message selon lequel nous devrions donner substance aux engagements communs que nous avons pris solennellement devant cette Organisation suprême des pays du monde.

Oui, cet engagement commun à créer un partenariat mondial pour le développement ne peut devenir une réalité lorsque les riches et les puissants insistent pour que la relation avec les pauvres soit inégale. Un partenariat mondial pour le développement

est impossible à réaliser en l'absence d'un pacte de responsabilité mutuelle entre le donateur et le bénéficiaire. Il est impossible à réaliser lorsque les riches exigent unilatéralement le droit de fixer l'ordre du jour et les conditions de l'application des programmes agréés conjointement.

Nous, qui représentons les pauvres, savons de première main que ces milliards de pauvres deviennent de plus en plus impatients, car chaque année ils nous entendent adopter déclaration après déclaration mais cependant rien de concret n'est fait pour soulager la faim qui les garde éveillés la nuit. Seuls quelques accords choisis sont mis en œuvre, dont les résultats sont de toute évidence insuffisants pour soulager la douleur atroce de leurs enfants qui ne peuvent pas pleurer davantage car cela les fait encore plus souffrir.

Ceux d'entre nous qui étaient au quatorzième Sommet du Mouvement des pays non alignés à La Havane ont entendu très clairement ce message émaner de tous les pays et de toutes les organisations qui ont pris la parole. Ceux qui sont capables d'écouter devraient noter ce que le grand fils de l'Inde et de l'Afrique du Sud, le mahatma Gandhi, a dit sur cette question :

« L'amitié se mesure à l'aide apportée dans l'adversité, et à sa nature inconditionnelle. La coopération, si elle requiert une rémunération, n'est pas l'amitié, c'est un contrat commercial. Quant à la coopération conditionnelle, elle n'est, elle, qu'un ciment de mauvaise qualité incapable de prendre. »

C'est précisément du fait de l'absence d'un partenariat mondial pour le développement que le Cycle de négociations de Doha pour le développement s'est presque effondré. En effet, du fait que les riches ont invoqué implicitement le slogan d'un parti politique européen arrogant des années 60 et ont renvoyé cette dure déclaration aux pauvres d'aujourd'hui – « Tout va très bien, Madame la marquise » – nous n'avons pas mis en œuvre le Consensus de Monterrey sur le financement du développement, ce qui rend difficile pour la majorité des pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et nous avons réduit le Plan de mise en œuvre de Johannesburg à ne plus être qu'un morceau de papier insignifiant et peut-être même déjà oublié.

Une partie du problème créé par cette relation inégale réside dans le fait que des conditions sont imposées aux pays en développement et que les objectifs changent constamment chaque fois que les pauvres respectent chacune de ces conditions.

Entre autres choses, nous avons récemment vu en Europe une poussée de grande instabilité sociale et d'autres réactions des pauvres dans différentes régions du monde face à leurs conditions déplorables, ce qui remet en question l'image d'une tapisserie de différents groupes en apparence harmonieuse et bien tissée, car nous continuons à échouer à mettre en œuvre nos propres décisions comme celles prises à la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Ceux qui ont trouvé le slogan « Tout va très bien, Madame la marquise » ont fait passer, que ce soit consciemment ou inconsciemment, un message et une attitude qui disent « Je me moque de mon voisin tant que ma famille et moi-même mangeons à notre faim et dormons en paix » et « il ne m'appartient pas de veiller à ce que mon voisin mange également à sa faim et dorme en paix ».

Aujourd'hui, l'attitude de certains riches communique aussi le même message au reste du monde, à savoir « Tout va très bien, Madame la marquise », même s'ils savent pertinemment qu'un grand nombre de personnes dans leur quartier meurent de la faim, de maladies évitables et de la misère absolue.

Cela se produit également dans la situation cruellement ironique où les ressources passent de ceux qui ont peu à ceux qui ont beaucoup. Bien que les riches et les puissants connaissent les conditions de vie misérables des pauvres et se soient solennellement engagés dans l'effort collectif pour inverser cette situation, leur attitude et leur réponse ressemblent à celles du Caïn de la Bible qui après avoir tué son frère, Abel, et après que le Seigneur lui eut demandé « Où est ton frère Abel? », a répondu : « Je ne sais pas. Suis-je le gardien de mon frère? »

Nous devrions peut-être tous, en particulier les riches, suivre les conseils donnés par un des grands fils des États-Unis d'Amérique, qui a péri car il croyait en l'égalité et en la justice pour tous les êtres humains et dont le mouvement pour les droits civils fête actuellement son jubilé. Martin Luther King J. avait lancé cet avertissement :

« Tant qu'il y a aura des pauvres en ce monde, je ne pourrai jamais me sentir riche, même si je suis en possession d'un milliard de dollars. Tant que les maladies feront des ravages et que des millions de personnes dans le monde ne pourront espérer vivre plus de 28 ou 30 ans, je ne pourrai jamais être complètement en bonne santé même si les résultats de mon check-up à la clinique Mayo sont bons. Je ne pourrai jamais être celui que je dois être tant que vous n'êtes pas celui que vous devez être. Notre monde est ainsi fait. Aucune personne, aucun pays ne peut se vanter d'être indépendant. Nous sommes tous interdépendants. »

La majorité de la race humaine a le droit de poser la question de savoir si les riches répondent de cette manière parce que l'appauvrissement des pauvres est à leur avantage, donnant son sens à la vieille remarque selon laquelle les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Au moment où le fossé entre les riches et les pauvres s'élargit et se transforme en une grave crise mondiale, nous voyons une augmentation de la concentration des pouvoirs économique, militaire, technologique, médiatique et autres.

Il y a quelque chose qui ne tourne vraiment pas rond quand certains risquent leur peau en suffoquant dans des containers à destination de l'Europe de l'Ouest à la recherche d'une vie meilleure. Quelque chose ne tourne pas rond quand de nombreux Africains traversent, à pied, le désert du Sahara cruel, torride et hostile pour atteindre les côtes européennes. Quelque chose ne tourne pas rond quand des murs sont érigés pour empêcher les voisins pauvres d'entrer dans ces pays à la recherche de meilleures perspectives. Quelque chose ne tourne en effet pas rond quand toutes ces personnes, dont la faute est simplement que leurs vies sont définies par la pauvreté, essaient désespérément d'atteindre des pays dans lesquels ils croient que leurs conditions d'existence pourraient s'améliorer pour ne trouver qu'un accueil hostile et quelquefois barbare et inhumain.

En partie, l'Organisation des Nations Unies est incapable d'atteindre certains des objectifs fixés par les fondateurs à San Francisco car, en vérité, elle ne reflète pas l'élargissement de la famille mondiale des pays libres. Comme cette Organisation des peuples du monde s'est élargie pour comprendre le monde entier, beaucoup avaient pensé qu'il serait logique que ce gardien de la démocratie mondiale serve lui-même de

balise dans notre quête continue pour établir la démocratie dans tous nos pays.

De toute évidence, pour que l'Organisation des Nations Unies continue d'occuper cette position de supériorité morale, elle doit se réformer d'urgence et conduire par l'exemple, en montrant ce que cela signifie « être démocratique ». Même si nous sommes confrontés à la froide réalité de l'indifférence de beaucoup parmi les riches et les puissants, cette Organisation des peuples du monde continue d'offrir à la fois de l'espoir et la possibilité de répondre aux aspirations de la majorité des peuples du monde.

Nous nous accordons tous à dire, même ceux qui hésitent à adopter les positions convenues en commun, que cette Organisation a raison de considérer le développement comme un droit essentiel au progrès de l'humanité. Nous devons tous, individuellement et collectivement en tant que Membres de l'ONU, faire le nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et stratégies en vue d'assurer un développement durable. Il est important que les organisations internationales telles que les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres se lancent sérieusement et sans équivoque dans la réalisation de tous les engagements que nous avons pris en tant que la communauté internationale.

Cette Organisation des peuples du monde ne peut pas se contenter de prendre acte du fait inacceptable que l'Afrique n'atteint pas les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Nous avons besoin d'autres programmes spécifiques et concrets pour accélérer le développement en Afrique et éviter que ce continent ne s'enfoncé davantage dans le borbier de la pauvreté et du sous-développement.

Parce que nous sommes responsables de nos frères et de nos sœurs, il nous incombe de dépasser le stade des belles paroles en mettant en œuvre des programmes qui permettent à tous les êtres humains de vivre dans des conditions décentes, humaines et prospères.

Au nom du Groupe des 77 et la Chine, ainsi que de mon propre pays, l'Afrique du Sud, je saisis cette occasion pour remercier S. E. M. Jan Eliasson pour le travail considérable qu'il a effectué à la barre de cette Organisation au cours de l'année passée, en tant que Président de l'Assemblée générale.

Nous avons l'honneur d'accueillir S. E. Cheikha Haya Rashed Al-Khalifa à la présidence de la soixante et unième session de l'Assemblée générale et nous lui souhaitons le succès dans cette fonction importante. Madame la Présidente, nous promettons de faire tout notre possible pour vous faciliter la tâche afin que, grâce à vos efforts, les pauvres puissent reprendre toute confiance en la capacité de l'ONU à améliorer leurs conditions de vie.

Chaque jour, les masses crient leur douleur, leur frustration et leur colère. Chaque jour elles demandent s'il y a quelqu'un qui prend le temps de les entendre, qui les écoute et qui est prêt à leur rendre leur dignité comme elles l'espèrent du fond du cœur.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République sud-africaine de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Thabo Mbeki, Président de la République sud-africaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de S. E. M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Finlande.

*M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Halonen** (*parle en anglais*) : Madame la Présidente, au nom de l'Union européenne, j'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale à sa soixante et unième session. S'associent à cette déclaration les pays adhérents, la Bulgarie et la Roumanie; les pays candidats, la Turquie, la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine; les pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie; ainsi que l'Ukraine et la République du Moldova.

Je souhaite tout d'abord vous féliciter, Madame la Présidente, pour votre accession à la fonction de Présidente de l'Assemblée générale. J'exprime aussi ma gratitude à votre prédécesseur, M. Jan Eliasson, pour sa contribution essentielle au processus de réforme de l'ONU. Nous sommes convaincus que sous votre sage direction, Madame la Présidente, cette session sera couronnée de succès.

L'Union européenne s'engage pleinement aux côtés de l'ONU dans son agenda mondial de promotion de la paix et de la sécurité, du développement durable, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous voulons rendre le monde plus pacifique, plus prospère et plus démocratique. L'Union européenne poursuit sa coopération étroite et loyale avec l'Organisation mondiale. Les événements qui se sont produits récemment dans différentes parties du monde ont une fois de plus prouvé que, 61 ans après sa création, une ONU efficace est plus nécessaire que jamais.

Contrairement à nos idéaux communs, les réalités de la guerre et de la violence ne sont pas reléguées dans le passé. Les conflits et le terrorisme continuent de ruiner les progrès économiques et sociaux pour lesquels nous nous donnons tant de mal. Les récents événements tragiques qui ont eu lieu au Liban, en Israël et dans les territoires palestiniens ont une nouvelle fois démontré la nécessité de parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient. Mais cet objectif, tout comme celui de garantir la sécurité des habitants de la région, ne peut être atteint qu'à travers un processus de paix qui verrait un État palestinien indépendant et viable vivre en paix avec un État israélien sûr. Cela reste notre but. L'Union européenne est déterminée à participer activement à l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité pour aider à consolider le cessez-le-feu et trouver une solution durable conforme aux termes de la résolution.

L'Union européenne est très attachée au respect du droit international humanitaire, y compris la protection des civils et du personnel humanitaire durant les conflits. Nous condamnons par conséquent la mort de centaines de civils au Liban et en Israël lors du récent conflit. Nous nous félicitons du résultat des Conférences internationales de donateurs de Stockholm sur la situation humanitaire dans les territoires palestiniens occupés et sur le Liban. L'Union européenne a apporté une réponse rapide et généreuse à ces deux appels humanitaires.

Au Moyen-Orient, nous avons fait la preuve de notre engagement ferme et continu aux côtés des Nations Unies. Des soldats de la paix en provenance de pays de l'Union européenne sont déjà déployés dans la zone et formeront la colonne vertébrale de la nouvelle opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

À cette occasion, je veux rendre hommage à la mémoire des observateurs militaires et autres membres du personnel des Nations Unies qui ont récemment été victimes de la guerre au Sud-Liban.

L'Union européenne continuera de participer activement dans l'avenir aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Nous voyons de nombreuses possibilités de coopération avec les Nations Unies et d'autres entités régionales.

En Afrique subsaharienne, nombre d'accords de paix ont été signés sous l'égide de l'ONU, de l'Union africaine et de l'Union européenne. En République démocratique du Congo, l'Union européenne continue d'appuyer très activement le processus électoral à travers une contribution financière majeure et l'appui décisif de son opération militaire.

Malheureusement, au Darfour, la situation humanitaire et sécuritaire se détériore. L'Union européenne se félicite de la résolution adoptée récemment par le Conseil de sécurité tendant à mener au Soudan une opération de maintien de la paix qui serait dirigée par les Nations Unies. Nous prions instamment le Gouvernement soudanais de consentir au déploiement de cette opération des Nations Unies.

La consolidation de la paix fait partie intégrante du concept plus large de sécurité. La Commission de consolidation de la paix, nouvellement créée, vient apporter sa contribution propre et indispensable à l'action des Nations Unies en faveur de la paix et de la sécurité. L'Union européenne s'emploiera activement à veiller à ce que ce nouvel organe joue un rôle fort et dynamique au sein du système des Nations Unies. Les questions de parité entre les sexes seront importantes dans ce contexte. Nous nous félicitons également de la création du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, afin de renforcer l'aptitude de la communauté internationale à réagir aux urgences humanitaires.

Les événements de l'année passée montrent que le terrorisme continue de menacer la paix et la sécurité

internationales. Cette menace peut être combattue de manière efficace grâce à une large coopération au sein des Nations Unies. L'Union européenne se félicite de l'accord intervenu sur une Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme, qui représente un instrument important et exprime la solidarité internationale dans la lutte contre le terrorisme. L'Union européenne exhorte les États Membres de l'ONU à consolider cette avancée et à intensifier leurs efforts pour parvenir rapidement à un consensus sur une convention générale des Nations Unies contre le terrorisme. Nous insistons sur l'importance de la prévention et sur la nécessité de mener la lutte antiterroriste sans manquer au respect des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit international humanitaire.

Nous croyons important que la présente session de l'Assemblée générale enregistre des progrès dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération. Il est nécessaire d'entreprendre une action concrète sur les armes légères aux plans national, régional et mondial. L'Union européenne continuera à plaider en faveur d'un traité juridiquement contraignant sur le commerce de toutes les armes classiques.

Un multilatéralisme efficace est essentiel pour faire face à la menace croissante que pose la prolifération des armes de destruction massive. Le Conseil de sécurité a un rôle central à jouer pour faire face à ces menaces. À cet égard, l'Union européenne se félicite de l'adoption unanime de la résolution 1695 (2006) sur la République populaire démocratique de Corée. Nous comptons sur sa mise en œuvre effective et nous demandons instamment à la République populaire démocratique de Corée de respecter pleinement les dispositions de cette résolution.

L'Union européenne se félicite également de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1696 (2006) et elle engage l'Iran à répondre positivement et rapidement aux demandes de la communauté internationale en l'appliquant, et notamment en suspendant ses activités d'enrichissement ainsi que le prévoit le texte. La voie serait ainsi ouverte à des négociations sur un accord général visant à rétablir la certitude que le programme nucléaire iranien sert exclusivement des fins pacifiques. Nous nous félicitons des pourparlers préparatoires qui se déroulent actuellement en vue de faciliter l'ouverture des négociations. Un élément de plus en plus important dans la promotion de la paix et

de la sécurité internationales est la nécessité d'encourager la tolérance, ainsi que le respect et la compréhension mutuels. À cet égard, l'Union européenne a déjà exprimé son appui vigoureux à l'initiative « Alliance des civilisations ».

Le développement consolide la paix. L'Organisation des Nations Unies et ses États Membres ont défini des objectifs communs véritables en faveur du développement économique, social et environnemental. Nous devons honorer notre engagement commun en faveur d'un partenariat mondial pour le développement avec tous les acteurs concernés et atteindre tous les Objectifs du Millénaire pour le développement et les autres cibles de développement dont nous sommes convenus, dans les délais impartis par les États Membres. Selon nous, chaque pays détient le contrôle et la responsabilité première de son propre développement.

La dimension sociale de la mondialisation, y compris l'importance de donner un travail décent à chacun, mérite une attention spéciale dans le cadre des travaux des Nations Unies. Garantir un travail décent ne relève pas seulement du développement socioéconomique et des droits et normes individuels. C'est également un facteur qui contribue, de manière importante, à la stabilité sociale et politique des pays et des régions.

Nous avons assisté à une évolution positive en Afrique également. Toutefois l'Afrique subsaharienne, dans son ensemble, n'est pas en passe d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. L'Union européenne a donc décidé de consacrer à l'Afrique la moitié de l'augmentation des ressources allouées à l'aide. Nous voulons renforcer le partenariat stratégique avec l'Afrique en mettant au point une stratégie commune.

Nous devons aussi améliorer l'efficacité de l'aide et les pratiques des donateurs. L'Union européenne est pleinement déterminée à mettre en œuvre la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et elle appelle tous les autres donateurs à faire de même. Par ailleurs, la communauté internationale doit accorder de véritables avantages aux pays pauvres dans le domaine du commerce. Le commerce peut être un catalyseur vigoureux de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Il est donc un élément clef pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Les négociations du Programme de Doha pour le développement doivent reprendre, car leur conclusion réussie entraînera des gains de développement substantiels pour les pays en développement. Nous appelons instamment à la mise en œuvre rapide des engagements pris dans le cadre de l'Initiative d'aide au commerce en décembre 2005.

L'Union européenne se félicite du résultat de l'Examen global à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés, qui s'est déroulé à New York cette semaine. Nous sommes heureux de constater que depuis 2001 la croissance économique dans les pays les moins avancés (PMA), pris en tant que groupe, a atteint pratiquement la cible des 7 % qui avait été fixée. En tant que premier fournisseur d'aide publique nette au développement, nous notons avec satisfaction l'augmentation générale de l'aide publique au développement apportée par les pays donateurs, notamment aux PMA.

C'est une tâche urgente que de garantir un développement durable. La viabilité de l'environnement sous-tend le développement à long terme et la réalisation de tous les Objectifs du Millénaire pour le développement. S'attaquer au changement climatique et à la perte de la biodiversité fait partie intégrante de la réalisation d'un développement durable. C'est pourquoi, il faut promouvoir d'urgence le plan d'action sur les changements climatiques convenu l'année dernière à Montréal.

Le Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement, institué par le Secrétaire général, est sur le point de finaliser ses travaux. L'Union européenne attend avec intérêt de pouvoir examiner les recommandations du Groupe, qui pourraient bien apporter la réponse globale dont il est tant besoin, notamment au niveau des pays. Celle-ci devrait intervenir en coopération étroite avec les autres acteurs multilatéraux et les pays en développement eux-mêmes.

L'Union européenne compte sur la poursuite de la coopération dans le domaine des migrations et du développement après le Dialogue de haut niveau tenu la semaine dernière. Les migrations font partie intégrante du programme de développement, et le

développement est un élément fondamental des politiques migratoires.

L'Union européenne est déterminée à renforcer et à intégrer les droits de l'homme dans tout le système des Nations Unies. L'une des plus grandes réalisations des Nations Unies a été le cadre général du droit international relatif aux droits de l'homme. Il fixe les normes à l'aune desquelles sont appréciés tous les États. Afin de renforcer ce cadre, nous considérons qu'il est important d'adopter, au cours de la présente session de l'Assemblée générale, de nouveaux instruments sur les disparitions forcées, les droits des peuples autochtones et les droits des personnes handicapées.

Le Conseil des droits de l'homme nouvellement créé possède le potentiel pour renforcer considérablement la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde. L'Union européenne veillera à ce qu'il exploite pleinement son potentiel et joue rapidement un rôle fort et dynamique dans le système des Nations Unies. Elle fonde de grands espoirs dans la deuxième session ordinaire du Conseil, qui s'est ouverte hier.

L'Union européenne est également déterminée à mettre un terme à l'impunité concernant les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale. Nous appuyons fermement la Cour pénale internationale (CPI) et invitons tous les États qui ne sont pas encore parties au statut de Rome de le ratifier ou d'y adhérer sans délai.

L'Union européenne continuera de promouvoir l'état de droit au niveau tant national qu'international. En Iraq, il est indispensable de faire respecter l'état de droit. L'Union collabore étroitement avec l'ONU et d'autres partenaires pour aider le Gouvernement iraquien dans cette tâche.

L'Union européenne souhaite que cette Organisation mondiale fonctionne plus efficacement, sur une base transparente, et qu'elle rende davantage compte de ses actions. Elle reconnaît la nécessité de réformer les organes principaux de l'ONU, notamment l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité. La réforme de la gestion, ainsi que l'examen des mandats, figureront en bonne place dans notre ordre du jour au début de nos travaux cet automne. Nous devons poursuivre nos efforts communs en prenant des décisions sur la base du

consensus. Après tout, la réforme de l'ONU profitera à tous les Membres de l'Organisation.

Avant de terminer, je souhaiterais rendre hommage à notre Secrétaire général, M. Kofi Annan, qui pendant près de 10 ans a fait preuve d'un esprit d'initiative et de clairvoyance pour remplir sa mission : faire respecter les principes de la Charte des Nations Unies et encourager l'évolution nécessaire de cette Organisation mondiale. Il a donné un visage humain aux Nations Unies, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Organisation. Tous mes vœux l'accompagnent.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Finlande de l'allocation que vient de prononcer.

**M<sup>me</sup> Tarja Halonen**, Présidente de la République de Finlande, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution du général Pervez Musharraf, Président de la République islamique du Pakistan**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique du Pakistan.

*Le général Pervez Musharraf, Président de la République islamique du Pakistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. le général Pervez Musharraf, Président de la République islamique du Pakistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**Le Président Musharraf** (*parle en anglais*) : Je suis très heureux de voir une sœur de Bahreïn, un pays frère, présider l'Assemblée générale à cette session importante. Votre élection, Madame, symbolise le rôle toujours plus grand des femmes dans le monde musulman. Vous pouvez compter sur l'appui sans réserve du Pakistan dans l'exercice de vos responsabilités ô combien difficiles.

C'est la première fois que je prends la parole devant cet organe depuis que le nord du Pakistan a été frappé par un séisme dévastateur en octobre. Je profite donc de cette occasion pour remercier sincèrement le

monde entier de son assistance et de son aide financière.

La coopération multilatérale est essentielle pour relever les défis actuels et émergents du XXI<sup>e</sup> siècle : différends politiques, terrorisme, prolifération, pauvreté, famine, maladies, disparités économiques, migrations, dégradation de l'environnement et catastrophes naturelles. Nous nous félicitons des initiatives prises par le Secrétaire général pour donner à l'ONU les moyens de relever ces défis. Toutefois, nous sommes encore loin du projet approuvé lors du Sommet des Nations Unies de 2005.

En dépit de défis titanesques sur le plan tant extérieur qu'intérieur, le Pakistan s'est transformé ces six dernières années en une nation dynamique, se rapprochant à grands pas de l'ambition caressée par notre fondateur : une république démocratique à la fois moderne, progressiste et islamique. Nous avons réformé nos institutions administratives et notre économie. Un régime démocratique a été instauré au niveau local. Nous nous employons maintenant à améliorer le sort des moins favorisés dans notre société : les pauvres, les femmes et les minorités. Les femmes voient leur position se renforcer dans la vie politique et économique et sont protégées de toute discrimination. Les minorités ont été pleinement intégrées dans le domaine politique. Les médias, quant à eux, sont désormais indépendants.

Maintenant que notre économie se trouve sur la voie de la croissance, nous avons entrepris des réformes de deuxième génération pour distribuer les fruits de la croissance à toute la population. Sur le plan stratégique, nous avons comme objectif d'utiliser la position géostratégique exceptionnelle du Pakistan pour construire des voies commerciales, énergétiques et de communication entre l'Asie du Sud, l'Asie de l'Ouest, l'Asie centrale et la Chine. L'intégration régionale permettra d'accélérer la croissance économique et la prospérité dans notre partie de l'Asie et même au-delà. Il va sans dire que le Pakistan reste confronté à d'immenses défis sur le plan tant intérieur qu'extérieur. Nous y faisons face avec courage pour bâtir un climat de paix et de stabilité dans notre région.

Le Pakistan aspire à un environnement paisible pour la région. Nous sommes engagés avec l'Inde dans un processus de paix visant à construire une relation de confiance et à régler les différends, notamment celui sur le Jammu-et-Cachemire, qui ont été une source de

tension et de conflit entre les deux pays par le passé. L'amélioration de nos relations et le caractère propice de l'environnement international ont mis à notre portée un règlement acceptable à ce différend de longue date. Je suis convaincu que ma rencontre positive avec le Premier Ministre Manmohan Singh à La Havane contribuera à faire avancer le processus de paix, qui est capital pour l'avenir de nos deux pays et pour la paix en Asie du Sud et au-delà.

Un environnement stable en matière de sécurité est également important pour la paix dans notre région. Le Pakistan a proposé la création d'un régime de retenue stratégique en Asie du Sud, comprenant une dissuasion nucléaire minimale et un équilibre des forces classiques. Nous ne souhaitons pas nous engager dans une course aux armements. Cependant, nous ferons tout ce qui est nécessaire pour préserver la crédibilité de notre niveau minimal de dissuasion défensive.

Le Pakistan a un besoin légitime de production d'énergie nucléaire afin de satisfaire les besoins énergétiques de notre économie et de notre industrie en expansion. En tant qu'État doté de l'arme nucléaire responsable, nous continuerons de rechercher la technologie nucléaire nous permettant de produire de l'électricité en respectant les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous ne saurions accepter une discrimination dans le domaine nucléaire.

La paix et la stabilité en Afghanistan sont d'une importance vitale pour le Pakistan. Elles assureront le calme sur nos frontières occidentales et permettront également au Pakistan de réaliser son ambition de relier l'Asie centrale et l'Asie du Sud par l'intermédiaire de l'Afghanistan et du Pakistan.

L'Afghanistan fait face à des problèmes complexes en matière de sécurité, de politique et d'économie, notamment la résurgence des Taliban qui menace également les efforts déployés par le Pakistan dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Ce défi commun impose des responsabilités conjointes au Pakistan, à l'Afghanistan et aux forces de la coalition.

Les problèmes existant le long des régions frontalières du Pakistan et de l'Afghanistan sont exacerbés par la présence continue au Pakistan de plus de 3 millions de réfugiés afghans, certains étant des sympathisants des Taliban. Les mesures d'incitation offertes par la communauté internationale aux réfugiés



pour leur rapatriement volontaire sont minimales. Un engagement international sérieux est nécessaire pour faciliter leur rapatriement dans leur pays.

L'histoire tragique de notre région a placé le Pakistan aux premières lignes dans la campagne mondiale contre le terrorisme. Nous coopérons au quotidien avec de nombreux pays, y compris les États-Unis et le Royaume-Uni. Notre coopération a permis de déjouer plusieurs complots terroristes, tels que celui qui a été découvert récemment et qui visait à faire exploser des avions de ligne partant de Londres. Au cours des cinq dernières années, Al-Qaida a été sensiblement affaibli dans notre région en tant qu'organisation.

Alors que nous luttons contre le terrorisme, notre stratégie doit viser à éliminer ce phénomène de manière globale. Nous n'y parviendrons que si nous comprenons les causes profondes du terrorisme contemporain, et si nous nous y attaquons. Comment les terroristes parviennent-ils à trouver des recrues volontaires, même parmi les jeunes instruits dans des sociétés avancées et démocratiques? Les raisons sont très claires. Dans l'ensemble du monde musulman, des conflits anciens et de nouvelles campagnes d'intervention militaire ont suscité de profonds sentiments de désespoir et d'injustice. Chaque nouveau champ de bataille impliquant un État islamique a servi de nouvelle pépinière pour les extrémistes et les terroristes. Des attentats à la bombe aveugles, des victimes civiles, la torture, les atteintes aux droits de l'homme, les insultes raciales et la discrimination ne font qu'aggraver le défi consistant à vaincre le terrorisme.

À mon avis, une stratégie en deux volets, que j'appelle modération éclairée, est nécessaire pour remédier à cette situation. Cette stratégie prévoit que la communauté internationale déploie des efforts énergiques pour régler les conflits qui ravagent le monde islamique, en plus de s'attaquer de front au terrorisme. À moins de mettre un terme à l'occupation étrangère des pays musulmans et à la répression des musulmans, le terrorisme et l'extrémisme continueront de trouver des recrues parmi les musulmans marginalisés dans différentes parties du monde.

Nous devons également combler, grâce au dialogue et à la compréhension, le fossé croissant entre le monde islamique et le monde occidental. En particulier, il est impératif de mettre un terme à la

discrimination raciale et religieuse à l'encontre des musulmans et d'interdire la diffamation de l'Islam. Il est très décevant de constater que des personnalités de haut rang ignorent les sensibilités des musulmans pendant ces moments critiques.

La plus grande menace pesant sur la sécurité mondiale, sur la campagne contre le terrorisme, sur la promotion de l'harmonie entre les civilisations et sur la crédibilité même de l'ONU est constituée par le foyer de conflits qu'est le Moyen-Orient, comme cela a été illustré par la récente agression israélienne contre le Liban. Nous espérons que la résolution, qui a été péniblement élaborée au Conseil de sécurité, permettra d'aboutir à un retrait israélien rapide et complet et au rétablissement de la souveraineté du Liban sur l'ensemble de son territoire.

L'attaque contre le Liban a des répercussions de grande ampleur sur le Moyen-Orient. Les capacités et la pertinence des forces modérées s'agissant d'instaurer une paix juste dans la région ont été gravement mises à l'épreuve. Le monde doit cependant continuer de les soutenir pour venir à bout, de manière globale et juste, des problèmes larvés de la région. Le moment est venu de mettre un terme aux conflits entre Israël et tous ses voisins. Le moment est venu, en tout premier lieu, de mettre un terme à la tragédie de la Palestine. Il ne fait aucun doute pour nous – il ne devrait faire aucun doute pour personne – que cela est essentiel pour s'attaquer aux problèmes de l'Iraq et de l'Afghanistan, mais aussi pour s'attaquer aux racines des problèmes du terrorisme et de l'extrémisme.

Le désaccord au sujet du programme nucléaire iranien menace de causer davantage d'instabilité dans cette région déjà embrasée. Nous sommes encouragés par les négociations « Iran et 5 + 1 », et nous pensons que cette question pourra être réglée pacifiquement d'une manière qui ménage les droits et intérêts légitimes de toutes les parties concernées. Le recours à la coercition et, pis encore, à la force, pourrait avoir des conséquences funestes dans la région et dans le monde.

Les performances économiques dynamiques de plusieurs pays en développement, surtout en Asie, ont transformé la carte géoéconomique du monde. Cependant, la plupart des pays en développement constatent que les structures financières et du commerce international leur sont défavorables. Étant donné que le Cycle de négociations de Doha est au

point mort, il convient de trouver de nouvelles modalités pour réaliser pleinement le potentiel du commerce axé sur le développement. De même, le système financier international doit veiller à ce que les pays en développement reçoivent une part équitable des liquidités internationales et des investissements internationaux.

À moins que les activités de l'ONU ne tiennent compte des préoccupations et des priorités de tous ses États Membres, l'Organisation risque de perdre son autorité morale au plan mondial. L'Assemblée générale doit réaffirmer les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte, et le Conseil de sécurité doit être réformé pour rendre ses activités plus démocratiques, plus transparentes, plus inclusives et plus responsables à l'égard de tous les États Membres de l'ONU. La réforme du Conseil de sécurité est d'un intérêt vital pour tous les États Membres et doit en conséquence être adoptée par consensus ou au moyen de l'accord le plus large possible.

La présente session importante de l'Assemblée élira le prochain Secrétaire général de l'ONU. Le Pakistan espère qu'un consensus portant sur un candidat qualifié de l'Asie sera bientôt dégagé au Conseil de sécurité et à l'Assemblée. Le Pakistan accordera son appui sans réserve au nouveau Secrétaire général, comme nous l'avons accordé à M. Kofi Annan, pour édifier une ONU qui pourra résolument faire progresser le monde vers le noble objectif poursuivi : préserver le monde du fléau de la guerre et instaurer de meilleures conditions de vie pour tous les peuples du monde, dans la liberté.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique du Pakistan de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*Le général Pervez Musharraf, Président de la République islamique du Pakistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la République française**

**La Présidente** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

*M. Jacques Chirac, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jacques Chirac, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**Le Président Chirac** : Une fois encore, la guerre a embrasé le Liban. Nouvelle manifestation de cet interminable conflit du Moyen-Orient qui, depuis 60 ans, ponctue par ses tragédies la vie des Nations Unies.

À force d'en différer sans cesse le règlement, cet affrontement est devenu l'épicentre de l'instabilité internationale, la source première de l'incompréhension entre les mondes et l'alibi facile de tous les terrorismes.

Il n'y a pas de fatalité à cette situation. Avec la résolution 1701 (2006), les Nations Unies ont pris leurs responsabilités. L'adoption à l'unanimité de cette résolution a fait taire les armes. La France, l'Europe, l'Asie ont contribué au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

Mais le feu couve toujours. Il incombe maintenant à toutes les parties d'œuvrer à la consolidation de la paix et au relèvement du Liban.

À Israël d'achever de retirer ses forces. Au Gouvernement libanais d'affirmer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Aux pays de la région de coopérer pleinement, au succès de la résolution 1701 (2006), avec l'ONU.

Dans cette région névralgique, où nous voyons se rejoindre les lignes de fracture du monde, le statu quo n'est plus supportable. Parce que le conflit du Moyen-Orient menace la paix et la sécurité du monde, le monde n'a d'autre choix que d'apporter sa garantie à la paix. Sortons des sentiers tracés par l'habitude. Définissons une stratégie globale, dont la clef est le règlement du conflit israélo-palestinien.

Chacun en connaît les paramètres : la coexistence, dans la sécurité, de deux États viables, idée déjà largement admise par les deux peuples concernés ; des frontières sûres et reconnues ; une solution juste pour les réfugiés comme pour Jérusalem. Seule la méfiance ancrée entre deux peuples recrus

d'histoire, ivres de souffrances et d'épreuves, sépare encore Israéliens et Palestiniens de la paix à laquelle ils aspirent. Ne laissons plus les extrémistes dicter leur loi! Aidons peuples et dirigeants à avoir à nouveau l'audace de la paix! Comme Sadate et Begin, Rabin et Arafat avant eux! Devant cette Assemblée, j'appelle le monde à s'engager pour rétablir les conditions de la confiance.

Qu'une réunion rapide du Quatuor lance la préparation d'une conférence internationale. Je propose que cette conférence établisse par avance les garanties que nous sommes prêts à apporter aux parties, dès qu'elles seront parvenues à un accord. Je propose également qu'elle pose les jalons d'un nouvel avenir au Moyen-Orient, à travers un cadre régional de sécurité collective, l'intégration économique et le dialogue des cultures.

Construire la paix, c'est lutter contre le terrorisme. C'est prévenir la prolifération. C'est assumer cette « responsabilité de protéger » que nous avons consacrée ici même l'année dernière.

Contre les menaces de prolifération des armes de destruction massive, il faut faire prévaloir la légalité internationale. Dans la crise avec l'Iran, la confiance a été altérée par l'existence de programmes clandestins. Nous avons fait à ce grand pays des offres de coopération ambitieuses, pourvu qu'il rétablisse la confiance en suspendant ses activités litigieuses. Le dialogue doit prévaloir. Discutons afin d'entrer dans la négociation.

Devant la gravité des enjeux, la communauté internationale doit rester ferme et unie. Notre objectif n'est pas de remettre en cause les régimes. Il est d'assurer la sécurité dans le respect du droit international et de la souveraineté de chacun.

« Responsabilité de protéger », avons-nous affirmé ici même. Au Darfour, des millions de personnes sont menacées. Un crime contre l'humanité se prépare. Des désordres sanglants sont à nouveau sur le point de secouer le cœur même de l'Afrique.

La France exhorte la communauté internationale à conjurer une nouvelle catastrophe humanitaire. J'appelle solennellement le Soudan à accepter sans délai la mission de paix des Nations Unies. J'appelle la Cour pénale internationale à rechercher activement les responsables de ces crimes.

Il est temps que l'Afrique, cet immense continent, riche de ses peuples et de sa vibrante jeunesse, engagé sur la voie de la croissance et des réformes, trouve enfin un destin digne d'elle et digne du berceau de l'humanité qu'elle représente. L'humanité doit être unie et solidaire dans la diversité de ses peuples. Elle a plus que jamais besoin d'une Organisation des Nations Unies forte et respectée, irremplaçable instrument de souveraineté et de responsabilité partagées.

C'est ici que doivent être défendus et protégés les droits de l'homme, universels et sacrés. Avec le nouveau Conseil des droits de l'homme et la Cour pénale internationale, l'ONU renoue avec cette vocation première. Ne décevons pas l'espoir de toutes celles et de tous ceux qui sont épris de liberté et de justice.

En un temps où la richesse du monde s'accroît comme jamais, le fossé qui sépare les pauvres et les riches devient absolument insupportable. Depuis sa fondation, l'ONU incarne l'obligation morale de l'équilibre et de la solidarité. C'est pourquoi la France y porte l'ambition de financements innovants pour le développement, comme la contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion, réponse moderne, pragmatique et expérimentale aux besoins de la lutte contre la pauvreté et aussi contre les pandémies. Et dans cet esprit, je me réjouis que nous lancions cet après-midi, la Facilité internationale d'achat de médicaments (UNITAID). Sachons dépasser les égoïsmes, les dogmatismes, donner sa chance à l'idée généreuse d'un monde rassemblé pour le progrès de l'humanité.

Enfin, chacun sait qu'une activité humaine non maîtrisée est en train de provoquer une sorte de lent suicide collectif. Seul le rassemblement des nations autour d'engagements consentis en commun permettra de prévenir un véritable désastre. Créons l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement, conscience écologique du monde et ayant les moyens d'assumer cette responsabilité, lieu privilégié de notre action commune pour les générations futures. La France accueillera l'année prochaine, dans une conférence internationale, toutes celles et tous ceux qui veulent faire progresser ce projet capital pour l'avenir de la planète.

Depuis 10 ans, un homme porte haut le flambeau des Nations Unies et nos valeurs universelles. Je souhaite rendre aujourd'hui à Kofi Annan un solennel

hommage mérité, l'hommage de notre profonde estime, de notre respect et de notre reconnaissance.

Dans quelques semaines, nous choisirons un nouveau Secrétaire général. D'immenses défis l'attendent. Il pourra compter sur le soutien de la France, son engagement indéfectible au service de la paix et de la justice, au service de la fraternité et du progrès.

**La Présidente** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Jacques Chirac, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

*M. Butagira (Ouganda), Vice-Président, assume la présidence.*

#### **Allocution de M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Pologne.

*M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**Le Président Kaczyński** (*parle en polonais; texte anglais fourni par la délégation*) : Je voudrais tout d'abord adresser mes félicitations à S. E. M<sup>me</sup> Haya Rashed Al Khalifa, du Royaume de Bahreïn, à l'occasion de son élection en tant que Présidente de l'Assemblée générale à sa soixante et unième session. Je lui souhaite plein succès dans l'exercice de cette mission importante.

À l'ancien Président, S. E. M. Jan Eliasson, Ministre des affaires étrangères du Royaume de Suède, j'exprime mon respect face aux réalisations remarquables qui ont été les siennes à la direction de la précédente session.

Je présente mes meilleurs vœux au Secrétaire général, M. Kofi Annan. Je voudrais lui exprimer mon profond respect et mon plein appui pour ses efforts inlassables visant à continuer à réduire les tensions internationales et régler les conflits internationaux.

Les questions qui nous réunissent ici aujourd'hui sont très importantes pour le monde entier, pour l'Europe, pour la Pologne et pour moi-même. Je dis ceci en tant que Président et en tant que membre de « Solidarité » – le mouvement qui a complètement transformé mon pays.

« Solidarité » a donné à la Pologne sa liberté et sa souveraineté, et a aussi contribué à la chute du communisme en Europe. Grâce à « Solidarité », un mur qui divisait le monde en deux camps hostiles a été abattu. Nous, les Polonais, voyons le partenariat mondial pour le développement – le thème de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies de cette année – à travers le prisme de nos expériences historiques, à savoir les expériences du mouvement « Solidarité ».

Le mouvement polonais « Solidarité » est né d'une idée qui constitue une valeur universelle dans différentes cultures, religions et traditions. Cette valeur doit être redécouverte pour aider à bâtir un nouveau monde fondé sur le droit de toutes les nations et de tous les peuples à vivre dans la dignité.

Le patrimoine de la Pologne est indissociablement lié au patrimoine européen, un patrimoine fondé sur le respect des droits de l'homme et l'amour de la liberté.

Comme beaucoup d'autres pays à travers l'histoire, nous avons connu des catastrophes comparables à celles qui continuent malheureusement d'ébranler la vie quotidienne de millions de personnes sur divers continents. Pendant de nombreuses années, nous avons enduré la guerre, la destruction, la pauvreté, le manque de liberté et la perte de l'indépendance. Aujourd'hui, vivant dans un pays libre où des réformes fondamentales sont en cours d'application depuis plus de 10 ans, nous rattrapons le temps perdu. Malgré les erreurs parfois commises dans un souci de perfection, nous continuons d'avancer dans la bonne direction. Nous souhaitons donc transmettre l'expérience de notre mutation.

S'étant délivrée d'un régime totalitaire et modernisée, la Pologne est particulièrement bien

placée pour comprendre les besoins des pays engagés sur une voie similaire. C'est pourquoi nous sommes déterminés à faire le maximum pour que la démocratie et la liberté progressent dans le monde. Aujourd'hui, la Pologne se développe à vive allure. À notre grande satisfaction, notre nation se trouve peu à peu en mesure d'offrir son concours à la communauté internationale. Il y a peu de temps encore, nous étions les bénéficiaires de son aide. J'ai donc véritablement à cœur que la Pologne joue un rôle encore plus actif à cet égard.

Aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle, la Pologne est un État souverain fort et un membre actif de l'Union européenne, ainsi qu'un allié des États-Unis d'Amérique. Ayant tourné une page douloureuse de son histoire, la Pologne développe des relations amicales avec ses voisins depuis 1989, ouvrant un nouveau chapitre dans ses relations avec l'Allemagne. De même, nous tenons à entretenir les meilleures relations possibles avec notre grand voisin la Russie. Nous avons bon espoir, mais nous inquiétons parfois de la situation dans ce pays.

Membre de l'Union européenne depuis plus de deux ans, la Pologne approuve la manière dont l'Union gère sa coopération avec l'ONU. Nous sommes convaincus que la paix doit se bâtir sur la base du développement durable à long terme. C'est forts de cette conviction que nous agissons à l'ONU concernant la Déclaration du Millénaire et les Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous aidons pareillement nos voisins de l'Est dans leurs efforts de réforme. Faisant figure de pionniers dans l'instauration d'une économie de marché, d'un régime démocratique et d'une société civile en Europe centrale et orientale, la Pologne possède une expérience étendue en la matière. Nous sommes prêts à en faire bénéficier les pays qui transforment actuellement leur économie et leurs institutions.

Avec nos partenaires européens, nous façonnons l'avenir politique, social et économique de notre continent. Toutefois, consciente que le monde ne se résume pas à l'Europe, la Pologne participe également à des missions de stabilisation et de maintien de la paix dans le monde, plus précisément au Kosovo, en Afghanistan, en République démocratique du Congo, au Liban et en Iraq.

Nous appuyons énergiquement les efforts faits pour instaurer une paix durable au Moyen-Orient. Il y a

quelques jours, j'ai eu l'occasion d'exprimer la position de la Pologne sur ce point. La Pologne soutient sans réserve le droit d'Israël à vivre dans la sécurité. Dans le même temps, la Pologne soutient les aspirations de la nation palestinienne à se doter d'un État indépendant. Nous participons depuis plusieurs années à l'action de stabilisation dans la région. Nous sommes activement engagés dans la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. Il y a deux semaines, à la demande du Secrétaire général, nous avons annoncé l'augmentation des effectifs de notre contingent militaire. S'il le faut, nous l'augmenterons davantage.

Pour nous, la difficile et douloureuse période de l'histoire de la Pologne appartient désormais au passé. Je tiens à réaffirmer que nous avons gardé de cette expérience le sens du devoir moral de venir en aide à autrui. Nous voulons régler notre dette. Comme nous avons été aidés dans le passé, nous voulons nous aussi venir en aide à autrui.

S'employant à fournir son assistance le plus efficacement possible, la communauté internationale doit tenir compte du phénomène de la mondialisation, qui est devenu le problème majeur de ce XXI<sup>e</sup> siècle. Bien qu'elle suscite naturellement des émotions diverses et des opinions extrêmes, son importance est indiscutable. La mondialisation a mis au jour l'ampleur et la nature des problèmes dont nous n'avons pas pris pleinement conscience. Je pense au caractère toujours plus marqué des inégalités et de l'exclusion des acquis de la civilisation, ainsi qu'aux grandes poches de pauvreté et d'instabilité qui favorisent la prolifération de la criminalité et multiplient les menaces à la paix et à la sécurité.

Il est également difficile de ne pas redouter les effets négatifs de la mondialisation, le monde se scindant entre les pays de plus en plus riches et ceux condamnés à une pauvreté de plus en plus grande. L'apaisement de ces craintes passe par la solidarité mondiale. Il faut être aveugle pour ne pas voir la contradiction criante entre cette profonde pauvreté et la richesse rendue possible par l'incroyable progrès de la science et des techniques.

Qu'est-ce que la solidarité dans le contexte mondial? Il s'agit, en somme, de la réaction collective à l'apparition de nouveaux rideaux de fer et de nouvelles barrières politiques, économiques et culturelles. Il s'agit également du respect de la dignité et du droit inaliénable à la liberté de chaque être

humain, partout dans le monde, indépendamment de la culture, des traditions et du lieu d'origine. Ainsi comprise, la solidarité est une lutte rationnelle contre la pauvreté, qui se mène en encourageant un vaste courant d'aide aux pays les plus pauvres à travers un appui économique bien planifié. L'assistance doit avoir pour objet d'apporter des secours sur le court terme mais aussi et surtout de favoriser le développement sur le long terme. À ces fins, nous sommes donc tenus d'élaborer un programme de réforme.

Je voudrais ici attirer l'attention sur la question de la sécurité énergétique, qui revêt une importance croissante dans de nombreuses régions du monde. La sécurité énergétique doit reposer sur la diversification des sources d'énergie ainsi que sur le développement dans ce domaine de relations qui ne puissent servir à exercer une pression politique.

L'aide fournie au titre de la solidarité mondiale revêt une dimension économique. La liberté et le respect des droits des individus sont des conditions essentielles d'un bien-être durable. La solidarité mondiale suppose également un soutien aux sociétés aspirant à la liberté, à la démocratie et à la protection des droits de l'homme – un soutien offert avec sagesse et attentif à la spécificité culturelle, aux traditions et aux besoins de chaque pays.

Je suis convaincu que là où les tensions et les conflits sociaux sont réglés grâce au dialogue, là où l'on promeut le respect des différentes cultures et religions et là où on évite les inégalités sociales entre les sociétés et les États, le terrorisme ne trouvera pas de terrain propice à son développement. Je souhaite également dire que je suis convaincu que dans le monde actuel nous devons lutter sur-le-champ contre le terrorisme là où il apparaît. À long terme, cependant, la solidarité mondiale peut être l'arme la plus efficace contre ceux qui aimeraient voir le monde se transformer en un champ de bataille sans fin.

L'Organisation des Nations Unies a aujourd'hui besoin de programmes spécifiques pour concrétiser des visions ambitieuses basées sur la solidarité mondiale et un partenariat mondial pour le développement. L'Organisation des Nations Unies doit être plus efficace pour ce qui est d'assurer des possibilités de développement égales, comblant ainsi le fossé entre les niveaux de vie du Nord et du Sud.

L'Organisation des Nations Unies est donc confrontée à des tâches énormes qui requièrent à la fois une détermination noble et des réformes. Nous voulons des changements qui dotent l'Organisation des Nations Unies des moyens pour faire face aux défis contemporains. Le monde est en perpétuelle mutation, et l'Organisation des Nations Unies doit s'adapter au rythme de ces changements. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra conserver son importance et multiplier ses grandes réalisations. Les réformes doivent être axées sur l'être humain, défendant ainsi les droits de l'homme et les libertés fondamentales et ouvrant la voie au bien-être et au développement spirituel de tous. Telles étaient les valeurs fondamentales de l'Organisation des Nations Unies à sa création, il y a plus de 60 ans.

La Pologne préconise cette réforme de l'Organisation et est prête à y participer. La Pologne souhaite également participer à une restructuration des relations internationales qui serait basée dans une grande mesure sur les principes de la solidarité et de l'aide accordées par les pays riches aux pays dans le besoin. En d'autres termes, le volume de cette aide devrait être considérablement plus important qu'il ne l'est maintenant.

Les paroles de ce grand Polonais, le pape Jean-Paul II, le père spirituel de la solidarité polonaise peuvent être notre balise : « La grandeur de l'homme ne se mesure pas à ce qu'il possède, mais à ce qu'il est; elle ne se mesure pas à ce qu'il a, mais à ce qu'il partage avec autrui ».

Nous sommes confrontés à des problèmes énormes. Nous ne pouvons les régler qu'en agissant solidairement par le biais du partenariat mondial. Que nos efforts soient galvanisés par la solidarité, un principe inscrit dans un mot qui existe dans toutes les langues du monde, et qui sonne de la même manière dans un grand nombre d'entre elles.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Pologne de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

*La séance est levée à 14 h 5.*